



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2458
11 septembre 2015
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Pour tous les réfugiés

Liberté de circulation et d'installation!

PHOTO LASZLO BALOGH/REUTERS

Irak / Syrie
**La population
paye les
interventions
impérialistes**

page 8

Code du travail
**Gouvernement
et patrons
démolissent les
droits des salariés**

page 5

PSA Peugeot-Citroën
**À l'heure des
externalisations
et des réductions
d'effectifs**

page 14

Migrants : nos frères en humanité, nos frères de classe

L'élan de solidarité qui se manifeste en faveur des réfugiés fait chaud au cœur. En Allemagne où Merkel a ouvert les portes et où les réfugiés ont afflué tout le week-end, des habitants se sont massés dans les gares pour les accueillir avec chaleur. Ces démonstrations de sympathie feront-elles reculer le climat d'hostilité vis-à-vis des migrants ? Il faut le souhaiter.

En revanche, il ne faut pas être dupe des dirigeants européens. Derrière leurs discours humanistes et l'inflexion de leur politique en faveur des Syriens, il y a toutes sortes de calculs sordides.

En ouvrant les portes de son pays, Merkel passe presque pour une sainte. Mais elle ne l'a fait que parce que l'afflux d'une nouvelle main-d'œuvre arrangera bien le patronat allemand ! Quant à Hollande, il se sert de cette vague de sympathie non pas pour ouvrir les frontières mais pour justifier les frappes aériennes contre Daesh en Syrie, c'est-à-dire pour renforcer sa politique guerrière !

« C'est l'honneur de la France que d'avoir toujours accueilli les persécutés », a-t-il déclaré lors de sa conférence de presse, avant d'annoncer l'accueil de 24 000 Syriens sur les deux prochaines années. Comparé aux 20 000 arrivés sur ce seul week-end en Allemagne, Hollande met « l'honneur de la France » bien bas ! Bien plus bas que ses prédécesseurs qui avaient accueilli 450 000 réfugiés espagnols en 1939 et 130 000 boat people vietnamiens et cambodgiens à partir de 1979.

Le drame migratoire n'est pas le fruit d'une catastrophe naturelle. Il est le fruit de la politique impérialiste des grandes puissances qui consiste à piller les pays les plus pauvres de la planète en exploitant leurs richesses naturelles ou en les étranglant par l'endettement au profit de la grande bourgeoisie. Il est le fruit de leurs manœuvres, de leurs rivalités politiques, de leurs guerres.

Les dirigeants européens ont contribué à transformer une partie de la planète en enfer pour les populations et ils font tout pour qu'elles ne puissent pas en partir. En transformant l'Europe en forteresse, ils portent la responsabilité des milliers de morts, noyés en Méditerranée, asphyxiés dans les camions ou électrocutés aux abords du tunnel sous la Manche.

Et cette politique macabre va continuer. Car si les Syriens

auront officiellement droit à l'accueil, les migrants dits « économiques » auront droit aux barbelés, aux matraques, aux expulsions. Comme si être tué par la misère était plus acceptable qu'être tué par les bombes ! Comme si les millions d'enfants, de femmes et d'hommes condamnés à la misère ne faisaient pas aussi partie des persécutés !

Dans toute cette affaire, où sont les intérêts des travailleurs ? Sûrement pas de rejeter les migrants. Et ce n'est pas qu'une question d'humanisme. Il en va de l'intérêt général de la classe ouvrière. Il en va de son unité. Car les migrants font ou feront partie de la classe ouvrière. Même si une fraction des réfugiés avait des vies de médecin, d'avocat ou de commerçant dans leur pays, c'est dans leur immense majorité une vie de prolétaire qui les attend, une vie d'exploitation, notre vie. Et les travailleurs ont intérêt à s'en faire des alliés.

Les migrants demandent la liberté de circuler et de s'installer en Europe. La classe ouvrière de France se doit de porter cette revendication qui vaut pour tous les travailleurs.

Beaucoup se demandent s'il est possible d'accueillir dignement les migrants dans le contexte de crise que l'on connaît. Mais le chômage, la précarité, les bas salaires ne dépendent pas de la venue des immigrés. Ils dépendent du rapport de force avec la bourgeoisie car la misère n'existe en France et en Europe que dans la mesure où on laisse l'argent s'accumuler dans les mains d'une minorité.

Il y a six millions de personnes qui cherchent aujourd'hui du travail, cela n'a rien à voir avec l'arrivée des migrants. Et tous ceux qui passent leur temps à montrer du doigt les immigrés feraient mieux de s'en prendre aux licenciés.

Combien de travailleurs pourraient vivre avec les 14 millions du parachute doré du PDG d'Alcatel ? En réservant ne serait-ce que la moitié des profits des grands groupes capitalistes à la création d'emplois, ce sont des centaines de milliers de chômeurs qui auraient un travail. Avec les dizaines de milliards prévus pour les jeux Olympiques, on pourrait construire des dizaines de milliers de logements.

Mais pour cela, il faudrait que les travailleurs rejettent cette fausse évidence selon laquelle « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » pour proclamer « qu'on ne veut plus se saigner pour la bourgeoisie ».

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Non à une intervention française en Syrie	4
Drame des réfugiés, la responsabilité des gouvernements, le cynisme de Hollande	4
Calais, les réfugiés manifestent	4
Le Code du travail	5
Scandale du travail au noir	5
Non au travail du dimanche	5
Les Républicains, université d'été	6
Droite, extrême droite égaux dans l'hypocrisie	6
Jean-Marine Le Pen : bouche d'égoût	6
Montebourg et le patriotisme	6
FNSEA, le syndicat des gros qui écrase les petits	7
Dotations aux collectivités	10
Bolloré met au pas I-Télé	10
À Troyes, une expulsion révoltante	10
À Clermont-Ferrand, la justice s'arrête devant l'uniforme	10
Impôt sur le revenu - TVA	11
CAC 40 profits mirifiques	11
Grève des agents des écoles à Grenoble	12
Écoles primaires de La Rochelle	12
Collège de Aubevoye (Eure)	12
Crèches	12
Ligne SNCF Paris - Rouen - le Havre	12
Réchauffement climatique	16
Mediator et Servier	16
Des conditions de détention inhumaines	16

DANS LE MONDE

Irak - Syrie, la population paie les interventions impérialistes 8

États-Unis, la bulle des prêts automobiles 8

ENTREPRISES

Aluminium Dunkerque 13

Centre hospitalier de Nevers 13

La Poste - Courrier - Lille 13

Sidel - Octeville-sur-Mer

PSA - Rennes - Mulhouse - Poissy 14

PSA Metz-Borny 15

Renault - Douai 15

SEPTEMBRE 1915

La conférence de Zimmerwald 9

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Non à une intervention française en Syrie!

Avec l'émotion suscitée par l'afflux des réfugiés syriens, le président Hollande a saisi l'occasion pour annoncer des vols de reconnaissance sur la Syrie. Ils devraient préparer d'éventuels bombardements français sur le pays, sous la houlette des États-Unis qui, depuis août 2014, y interviennent déjà.

En janvier dernier, Hollande s'était emparé de l'indignation provoquée par l'attentat contre *Charlie Hebdo* pour justifier les interventions de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient. Aujourd'hui, il voudrait faire accepter des bombardements français en Syrie comme la preuve de sa préoccupation pour les souffrances de la population syrienne, ses 215 000 morts en quatre ans et ses millions de réfugiés. En réalité, ces bombardements, loin de servir les intérêts de la population, se traduiraient

surtout par de nouvelles victimes civiles. C'est déjà le cas des bombardements américains qui s'abattent sur la Syrie depuis un an, et aussi sur l'Irak voisin avec la participation de l'aviation française dans ce cas. Sur le sujet, les informations se font discrètes, même si l'association de journalistes américains *Airwars.org* tente d'enquêter sur les conséquences des raids.

Hollande, tout en gardant l'image d'un adversaire de Bachar al-Assad, tient surtout à ce que la France fasse partie des pays

qui décideront du sort de la Syrie au cas où une négociation finirait par s'ouvrir à ce sujet entre les grandes puissances. Ses rodonnades sur la Syrie ne visent pas seulement à rehausser sa cote personnelle mise à mal par sa politique : elles cachent les buts réels des guerres de l'impérialisme dont il est un serviteur.

Après avoir, par leurs interventions, créé dans tout le Moyen-Orient une situation de chaos, les grandes puissances, dont la France, tentent désespérément de rétablir un semblant d'ordre et de stabilité. Mais toutes leurs interventions ne font qu'accroître encore ce chaos et avec lui les souffrances de la population. La nouvelle intervention décidée par Hollande ne dérogera pas à la règle.

Jean Sanday



AGENDA

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

Lyon

Samedi
26 septembre
à partir de 17 heures

Dimanche

27 septembre
à partir de 11 heures
Espace Mosaïque
à Saint-Priest

Besançon

Dimanche
27 septembre
à partir de 11 heures
Salle de la Malcombe

Orléans

Samedi 3 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des Bicharderies
- ZA des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Lille

Samedi 3 octobre
à partir de 15 heures
Espace Concorde,
rue Carpeaux
à Villeneuve-d'Ascq

Rennes

Samedi 3 octobre
à partir de 15 heures

Centre social Carrefour
18, 7, rue d'Espagne

Toulouse

Samedi 10 octobre
à partir de 18 heures
Dimanche
11 octobre
à partir de 11 heures
Hall 8 du Parc
des expositions

Tours

Samedi 10 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des fêtes
de Saint-Pierre-
des-Corps

11, 12 et 13 septembre Lutte Ouvrière à la fête de L'Humanité

Lutte Ouvrière tiendra un stand à la fête de *L'Humanité*. Situé avenue Frida-Kahlo, on y trouvera une librairie avec des ouvrages sur le mouvement ouvrier et les publications de Lutte Ouvrière.

Des débats seront

aussi organisés, le vendredi à 19 heures, le samedi à 16 heures et à 20 heures, et le dimanche à 14 heures, sur les thèmes suivants: « La Grèce victime de la financiarisation et des rapports impérialistes » et « Les leçons de la Grèce ».

Cercle Léon Trotsky

Réchauffement climatique et capitalisme

Vendredi 9 octobre à 20 h 30

à Aubervilliers

Docks de Paris-Eurosites

Avenue des Magasins-Général
Bâtiment 282

Métro Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros



Drame des réfugiés : la responsabilité des gouvernants

Hollande, après Merkel, vient d'opérer une volte-face. Nettement opposé en juin à un mécanisme contraignant de répartition des réfugiés entre les États membres de l'UE, il s'associe maintenant à celle-ci pour en réclamer l'instauration.

Le dirigeant du PS Cambadélis et le ministre de l'Intérieur Cazeneuve se sont quant à eux fendus d'appels aux maires pour qu'ils s'engagent à accueillir des réfugiés. Et Martine Aubry vient de découvrir subitement que sa ville de Lille pourrait sans problème accueillir une centaine de réfugiés.

Tous veulent se montrer touchés par l'émotion suscitée par le drame des

réfugiés. Et pourtant ce sont les mêmes qui depuis des années n'ont fait que courir après la droite, l'extrême droite et leur démagogie anti-immigrés, mettant en scène des expulsions musclées, accolant aux Roms l'image de délinquants contre lesquels il faudrait envoyer des policiers en tenue de combat, jouant sur les préjugés et les craintes concernant l'immigration.

Ainsi le Premier

ministre Valls déclarait encore il y a quelques jours au sujet des quelques tentes dont il était venu promettre l'installation à Calais et pour ne pas être en reste face aux attaques de Le Pen, que « 1 500 places pour 3 000 migrants, c'est tout le contraire d'une volonté d'attirer ». Et tous de marteler à longueur de journée qu'un pays aussi riche que la France ne peut pas accueillir quelques milliers de réfugiés.

Pour justifier leurs ignominies, les dirigeants PS renvoient aussi à l'« opinion publique » qui ne serait pas favorable à un accueil plus large de réfugiés. Et ils se

donnent le beau rôle par des appels aux gestes de solidarité des particuliers, voire des petites villes, pour accréditer l'idée que la solution pour les réfugiés passerait par la générosité individuelle, et que la balle serait dans le camp de la population.

Bien des personnes n'ont pas attendu les larmes de crocodile des dirigeants devant la photo du petit Aylan pour exprimer leur solidarité avec les réfugiés. Les exemples de gestes spontanés ne manquent pas : accueil chaleureux des réfugiés en Allemagne et en Autriche ; gestes de soutien d'une partie de

la population à la gare de Budapest ; en France, des bénévoles sont engagés auprès des migrants depuis des années, comme à Calais ; des dizaines de milliers de manifestants ont défendu l'accueil de réfugiés et des centaines de personnes sont volontaires pour accueillir des réfugiés chez eux. Tout cela détonne avec la démagogie de tous les grands partis.

Mais rien ne peut effacer la réalité, c'est-à-dire la responsabilité accablante des dirigeants politiques français et européens dans la situation révoltante des réfugiés.

Nicolas Carl

Le cynisme de Hollande

Si l'Union européenne entrouvre ses portes aux migrants, Hollande, Merkel et d'autres dirigeants tiennent cependant à montrer qu'ils ne mettent pas tous les réfugiés sur le même plan et ils insistent bien sur la différence qu'ils font entre immigration politique et économique.

Seuls les réfugiés politiques, pour l'instant ceux qui fuient la guerre et les exactions de Daech en Syrie, auront une chance de bénéficier du droit d'asile, en nombre limité cependant. Mais il n'est

pas question pour les dirigeants des pays riches de donner le moindre espoir aux immigrés qui, eux, fuient la misère, la famine et les guerres du continent africain pour tenter de survivre en Europe et de

nourrir leur famille.

Ainsi, la chancelière allemande a déclaré que les immigrés « qui viennent pour de pures raisons économiques ne peuvent pas prétendre à une protection durable et doivent quitter le pays ». Hollande, lui, est allé plus loin dans son rejet de l'immigration économique. Dans sa conférence de presse du 7 septembre, il a réaffirmé sa volonté de verrouiller les frontières de l'Europe : pour lui, il faut « renforcer les contrôles aux

frontières de l'Europe » et « créer des centres dans les pays d'origine et de transit ». Aux pays pauvres donc d'enfermer leurs pauvres dans des centres de rétention qui, comme en Libye, sont souvent l'antichambre de la mort ! Quant aux migrants qui, au péril de leur vie, ont réussi à franchir la Méditerranée, il faudrait « les reconduire dans leur pays d'origine », mais... « avec humanité », a ajouté Hollande avec cynisme.

Cette distinction entre

les prétendus « bons » et « mauvais » réfugiés, entre ceux qui pourront bénéficier d'une relative protection et ceux qui devraient être renvoyés dans leur pays de misère et de dictature, est écœurante dans la bouche d'un dirigeant d'une des grandes puissances responsables aussi bien des guerres que de la misère qui ravagent le monde.

Marianne Lamiral

Calais : les réfugiés manifestent contre le bidonville de la honte

Les récents orages, très violents, ont ravagé la « jungle », le bidonville où survivent plus de 3 500 réfugiés à Calais. C'est en effet sur un terrain marécageux à l'écart de la ville que se trouve le centre d'accueil de jour Jules-Ferry, ouvert par le gouvernement, et c'est là, autour de l'enceinte, que les réfugiés traqués se sont installés. Maintenant les sols sont inondés, les abris précaires détruits, les matelas et les affaires personnelles souillés. Et la vie quotidienne est encore plus dure.

Vendredi 4 septembre, ils étaient une cinquantaine devant la mairie, sous la surveillance des forces de police, arborant des pancartes pour la liberté de circulation et le respect des droits de l'homme. Ils protestaient contre les conditions indignes dans lesquelles leur est servi, en nombre insuffisant, l'unique repas de la journée : deux heures d'attente sans abri, en mangeant sans pouvoir s'asseoir, et sous surveillance policière.

Les manifestants, qu'ils soient des réfugiés du Soudan, d'Érythrée, d'Afghanistan ou de Syrie, ont aussi observé une minute de silence en mémoire

du petit Syrien Aylan, cet enfant mort dont la photo a fait la une des médias. Natacha Bouchart, maire de Calais et sénateur Les Républicains, venue sur les lieux, a renvoyé sur l'État la responsabilité de la situation. Elle voudrait faire oublier qu'en son temps elle n'avait pas hésité à multiplier les déclarations ignobles contre les réfugiés

pour se faire réélire.

Ce ne sont pas les annonces lamentables du Premier ministre, venu le 31 août, qui vont améliorer quoi que ce soit. Il prévoit l'ouverture d'un camp de 120 tentes avec des travaux de terrassement qui seraient achevés en janvier 2016, et pour seulement 1 500 places. Où iront les 2 000 autres réfugiés

présents actuellement ? Les problèmes vitaux des sanitaires, de l'accès à l'eau ou du ramassage des déchets, posés depuis des mois par les associations, n'ont toujours pas reçu de réponse. De plus, les femmes et les enfants, du moins les deux tiers d'entre eux, qui peuvent actuellement disposer d'un hébergement de nuit dans le centre Jules-Ferry, ne seront désormais mis à l'abri que trois mois maximum, la seule perspective envisagée face à l'exiguïté des deux modules existants étant de faire tourner les occupants.

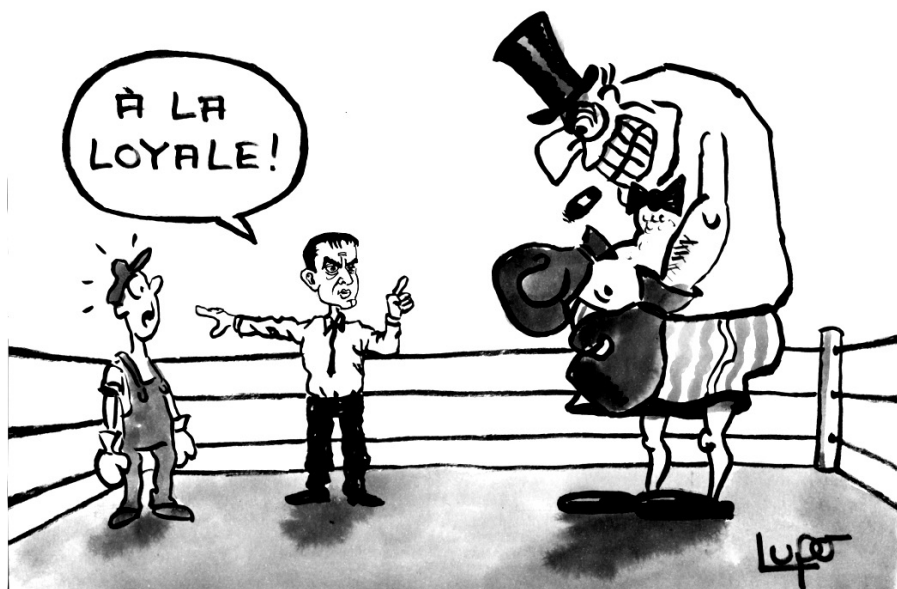
Les autorités diverses se moquent bien du sort tragique des milliers d'exilés, désormais coincés dans la souricière qu'est devenu Calais par la volonté politique des États français et britannique. Mais ceux-ci se font entendre en revenant manifester chaque jour. Lundi 7 septembre encore, ils ont défilé dans les rues aux cris de « No jungle », « Nous ne sommes pas des animaux », « Freedom ».

Correspondant LO



Sur la banderole : Jules-Ferry, centre de ségrégation, bidonville de la honte.

Hollande et le Code du travail : les droits des salariés en démolition



C'était une demande du patronat, c'était un objectif repris par le gouvernement, tout dernièrement encore par Valls et Macron : la « simplification » du Code du travail, ou pour être plus clair, la démolition la plus large possible des droits des salariés. Eh bien, Hollande a tenu à confirmer au cours de sa conférence de presse du 7 septembre que cela allait se faire très vite.

Mais avec sa méthode de jésuite, Hollande a tenu à proclamer que le Code du travail continuerait à garantir les droits fondamentaux des salariés... en ajoutant mezzo voce : à condition que des accords n'en décident pas autrement.

La direction a été fixée : il s'agit de donner « toute la place nécessaire aux accords pour qu'il y ait une meilleure adaptation du droit du travail à la réalité des entreprises ». Ce que Hollande appelle la « réalité des entreprises », c'est ce que veulent les patrons. Et dès le lendemain, le journal *Les Échos* a rendu publiques les propositions de la mission que Hollande et le gouvernement avaient confiée à Combexelle, l'ex-directeur du Travail sous tous les gouvernements pendant plus de dix ans.

Le « nettoyage » qu'il propose est sévère. Il ne resterait comme garanties « impératives » dans le Code du travail que la limitation de la durée du travail à 48 heures par semaine, c'est-à-dire les garanties existant dans le droit international, et aussi le smic. Tout le reste, emploi, conditions de travail, salaires et temps de travail, serait soumis à négociations entre

employeurs et représentants des salariés. En clair, les patrons pourraient imposer ce qu'ils veulent, à une condition, pour le moment : qu'ils trouvent des syndicats représentant la majorité des salariés votant aux élections professionnelles prêts à signer. Mais l'expérience a montré qu'obtenir l'aval de syndicats n'était pas mission impossible pour les patrons, dans un contexte de recul, de peur du chômage et de chantage à l'emploi. Non seulement dans des petites et moyennes entreprises où l'emprise des patrons peut être très forte, mais même dans de très grandes entreprises comme Renault, PSA et d'autres, la direction a réussi à réunir ces conditions malgré l'opposition d'une bonne partie des salariés.

Et si tant est que cette condition restrictive pose un problème à l'avenir, le syndicat patronal CGPME a déjà demandé son retrait pour remplacer l'accord syndical par la consultation directe des salariés organisée par le patron.

En tout cas, ces accords une fois conclus supprimeraient toute possibilité de contestation juridique devant les tribunaux. Le salarié qui refuserait

alors les modifications de son contrat de travail, par exemple la baisse de 40 % de son salaire, serait licencié avec des droits diminués. Mais ce serait « toute la place à la négociation », comme dit Hollande.

Bien sûr les patrons ne l'ont pas attendu pour être à l'offensive contre leurs salariés un peu partout, et pour s'asseoir allègrement sur le peu que garantissaient la loi ou les conventions collectives. Cette mise à mal des protections des travailleurs et de leurs droits avait déjà été entamée par les gouvernements précédents et par Hollande. Mais elle est la plus importante depuis des dizaines d'années. C'est un encouragement au patronat à baisser les salaires, à aggraver les conditions de travail et à licencier à sa guise.

Le seul obstacle à cette mise en condition de l'ensemble du monde du travail pour lui faire accepter l'inacceptable peut venir de ce dernier. Certes, les travailleurs ne pourront plus compter sur la loi pour les protéger un peu, les patrons se présentent comme ce qu'ils sont, les gouvernants de même.

Cela ramène à la réalité, c'est-à-dire au rapport de force entre d'un côté les travailleurs et de l'autre leurs exploités et les politiciens. À se montrer pour ce qu'ils sont, sans fard, ceux-ci pourraient bien donner l'envie de les ramener rapidement à la raison avec les armes que le mouvement ouvrier a toujours en sa possession.

Paul Sorel

Ministère de la Justice : scandale du travail au noir

Un récent rapport d'inspection interministériel a dévoilé l'ampleur de l'utilisation du travail au noir dans plusieurs ministères. Il s'agit d'environ 5000 travailleurs qui n'ont aucune fiche de paye, pour qui l'État ne verse aucune cotisation sociale et qui ne bénéficient d'aucun droit au chômage ni à la retraite. Le comble est que, parmi eux, 4000 sont embauchés par le seul ministère de la Justice, censé faire respecter la législation sur le travail. Il s'agit notamment de traducteurs-interprètes ou d'enquêteurs sociaux.

Dès 2005, *Le Canard Enchaîné* révélait l'existence de ces collaborateurs occasionnels du service public (COSP), qui réclamaient d'être déclarés. Depuis, les gouvernements se sont succédé et aucun n'a mis fin à ce système si pratique

pour l'État employeur. La ministre de la Justice, Taubira, déclare aujourd'hui « vouloir prendre le problème à bras le corps ». Les travailleurs concernés ont de quoi être pour le moins dubitatifs puisqu'elle dirige le ministère depuis tout de même déjà trois ans. Mais lorsqu'on apprend par la voix d'un de ses porte-parole qu'un plan de recrutement rapide de seulement 45 interprètes a été décidé, la sortie médiatique de la ministre devient franchement ridicule.

Il faudra se souvenir de ces cotisations non versées lorsque le gouvernement invoquera à nouveau les déficits des caisses de Sécurité sociale pour réduire les droits à la retraite ou les remboursements de soins.

Stéphane Fort

Zones «touristiques» : non au travail du dimanche généralisé

Après le vote de la loi Macron en juillet, le ministère de l'Économie vient de dévoiler la liste à Paris des six gares et des douze zones internationales touristiques (ZTI) dans lesquelles les commerces pourront ouvrir tous les dimanches et en soirée.

On y trouve le centre historique de Paris, mais aussi des centres commerciaux situés dans des arrondissements périphériques moins touristiques, comme Bercy 2 dans le 12^e arrondissement, Beaugrenelle dans le 15^e ou Italie 2 dans le 13^e. C'est bien la preuve que l'argument du tourisme international et l'image de touristes désœuvrés cherchant désespérément à dépenser leur argent sans pouvoir le faire comme dans d'autres capitales européennes, ne sont que prétextes. L'objectif est bien de généraliser la casse du droit du travail en imposant aux salariés de ces magasins de venir travailler le dimanche et le soir, au mépris de leur vie de famille et au prix de conditions de travail dégradées.

Les syndicats, les organisations patronales et la mairie de Paris ont jusqu'au 15 septembre pour donner leur avis sur la carte proposée par Bercy. La maire de Paris, la socialiste Anne Hidalgo, a protesté contre le manque de concertation

avec Bercy, estimant que la mairie devrait disposer d'un droit de veto sur ce sujet. Mais son opposition verbale ne va pas au-delà, sa solidarité avec Macron, Valls et Hollande passant bien sûr avant les droits des travailleurs.

C'est du côté des salariés de ces magasins que pourrait venir la réaction à cette attaque majeure contre leurs conditions de travail. Le 8 septembre une réunion de syndicats du commerce parisien regroupés au sein du Clic-P (comité de liaison intersyndical du commerce de Paris) et représentant des grandes enseignes comme le Printemps, les Galeries Lafayette, le BHV ou encore la Fnac, a proposé de faire du 15 septembre une première journée de mobilisation. Elle pourrait se prolonger lors de la journée d'action intersyndicale du 8 octobre sur les salaires et l'emploi. Il faudra que la réaction des travailleurs du commerce soit massive, à la hauteur des attaques du gouvernement.

Cédric Duval

Université d'été Les Républicains : les nombrils étaient de sortie

Samedi 5 septembre se tenait dans la station balnéaire huppée de La Baule l'université d'été Les Républicains. Le défi était de taille : parvenir à rassembler sur la même photo l'ensemble des prétendants pour la primaire aux élections présidentielles, qui sont à couteaux tirés.

Les sourires convenus étaient de rigueur, et les tontons flingueurs de chaque écurie avaient pour consigne de ranger les silencieux et les sifflets au placard. Même Christine Boutin aurait été applaudie. En plus de tenter de

faire oublier les affaires, comme celle de Bygmalion, qui continuent de coller aux basques de l'ex-UMP, il fallait afficher l'unité de « la grande famille transparente » Les Républicains, au moins le temps de la préparation des prochaines

élections régionales. Et chacun des ténors, Juppé, Fillon et Sarkozy, avec comme vedette américaine Morano, a pu dans son discours enfilier des perles aussi convenues que peu crédibles : être « des élus modestes et courageux », « valoriser le projet » ou encore « se rassembler pour gagner ». Mais il ne fallait pas trop en demander : aucun des prétendants n'a daigné écouter le discours de l'autre, problème de planning sans doute.

La palme de l'humour involontaire a été cette fois emportée haut la main par Sarkozy, arrivé sur place bon dernier. Au milieu d'une envolée lyrique convenue sur « la France pays des droits de l'homme », sa langue a pris la direction contraire – ou peut-être conforme ? – à son esprit : « La France a toujours été du côté des dictateurs », a-t-il lâché devant un parterre médusé, et de continuer sans s'en apercevoir.

Il ne s'agissait pas d'un soudain éclair de lucidité, mais d'un simple lapsus de cabotin pas encore tout à fait dérouillé, mais finalement révélateur. Bien dans la tradition de l'État français, c'est le Sarkozy encore président, qui avait déroulé le tapis rouge au dictateur Khadafi invité à camper dans la cour de l'Élysée et le sanglant Bachar al-Assad au défilé du 14 Juillet.

Gilles Boti

Jean-Marine Le Pen : bouche dégoût

Le 6 septembre, Marine Le Pen a consacré la moitié de son discours de clôture de l'université d'été du Front national aux immigrés. L'hostilité à l'immigration est une constante fondamentale du FN confortée aujourd'hui par des sondages qui prétendent que la majorité des Français serait hostile à la venue de ceux qu'on appelle les migrants. Bien évidemment le FN en espère des retombées électorales.

Pour Marine Le Pen, on assisterait en ce moment à une « terrifiante crise migratoire » et selon elle « nous devons parler du fardeau migratoire ». Elle mélange allègrement les immigrés installés en France depuis longtemps avec les réfugiés du Moyen-Orient, dont elle conteste d'ailleurs le qualificatif de réfugiés. Pour elle, tous sont des clandestins et elle réclame de « renvoyer les clandestins dans leur pays, supprimer les pompes aspirantes de l'immigration, durcir le droit d'asile ».

Au passage, elle pourfend la politique d'accueil de l'Allemagne car « quand l'Allemagne les aura régulés, alors ces populations pourront s'installer dans

n'importe lequel des pays d'Europe », et par conséquent ce pays « veut nous imposer d'accepter des centaines de milliers de demandeurs d'asile ».

Marine Le Pen déclare aussi que dans des domaines précis (logement, aide médicale), « il vaut mieux être clandestin que Français en France ». Il serait trop long et fastidieux de tout citer dans ce qui n'est qu'un tissu d'âneries.

L'immigration serait un fardeau ? Mais ce sont largement les immigrés qui ont construit les habitations du pays, les automobiles, etc. Le Pen veut ramener les clandestins dans leur pays, mais comment envisage-t-elle de ramener les Syriens, par exemple ? Elle veut

durcir le droit d'asile alors que l'immense majorité des demandes est déjà rejetée. Elle agite la menace de la venue en France des nouveaux immigrés accueillis en Allemagne, en oubliant que les millions d'anciens immigrés qui vivent en Allemagne y ont un travail et n'éprouvent aucun besoin de franchir la frontière.

Si Le Pen pourfend les immigrés, elle n'a pas un mot contre le patronat, sauf contre le patron d'Alcatel parti avec un énorme paquet d'actions. Le FN est égal à lui-même en exonérant le patronat de toute responsabilité dans la situation actuelle et en cherchant à dresser les travailleurs les uns contre les autres.

À la suite de cette université d'été, Le Pen père a conclu que le discours de sa fille était « 100 % jean-mariste ». Eh oui, même si les deux s'empoignent à propos de « détails », ils se rejoignent au fond du caniveau.

André Victor

Droite, extrême droite : égaux dans l'hypocrisie

Devant l'émotion suscitée par la photo du cadavre du petit Aylan échoué sur une plage turque, Sarkozy s'est senti obligé d'infléchir son langage vis-à-vis des migrants : « Ils sont nos frères dans l'espèce humaine », a-t-il déclaré à l'université d'été de son parti. Mais il ne veut pas pour autant héberger ses « frères » dans sa maison. Et de proposer d'instaurer des centres de rétention pour les migrants dans les pays d'Afrique du nord qui le voudraient, ainsi qu'en Serbie et en Bulgarie, avant qu'ils ne pénètrent dans l'espace Schengen, ces deux derniers États européens n'en faisant pas partie. Là, il faudrait opérer un tri et renvoyer tous ceux qui ne seraient pas jugés réfugiés politiques dans leur pays

ravagé par la famine ou la guerre.

Marine Le Pen est sur la même longueur d'onde, nulle surprise à cela. Elle s'oppose à la « submersion migratoire » que représenterait l'accueil de... 24 000 réfugiés ! Fidèle à elle-même, elle propose de renvoyer tous les immigrés dans leur pays, en y créant des « zones humanitaires » où ils seraient en sécurité. Des zones créées par qui et contrôlées par qui ? Elle ne se donne pas la peine de chercher une réponse cohérente.

Derrière la fausse émotion, la droite et l'extrême droite tiennent le même discours xénophobe, dans la continuité de leurs positions politiques respectives.

Aline Urbain

Montebourg : patriotisme économique au service des patrons

Montebourg a inauguré le 10 septembre les assises du « Produire en France », même si c'était sans sa marinière « made in France ». Cependant, ce produire français est une ineptie et un mensonge complet. Aucun des produits estampillés « français » représentés à ce salon ne peuvent être réalisés sans éléments conçus à l'étranger. Où Dassault, par exemple, irait-il trouver du minerai sur le territoire français pour fabriquer la carlingue de ses avions ?

En fait, défendre le produire en France ne signifie rien d'autre que défendre les intérêts des capitalistes français, avec des subventions en particulier.

D'ailleurs la liste des participants de ces assises indique clairement quels intérêts se cachent derrière les discours sur le patriotisme économique. Il y avait à ce salon, un directeur de Dassault, Christian Peugeot du groupe du même nom, Laurence Parisot, toujours présidente d'honneur du Medef. Et pour bien recevoir ces capitalistes, les assises étaient organisées en commun avec Yves Jégo, ancien ministre de Sarkozy. Tout un symbole.

Tous ont pu se congratuler de l'attachement dont Montebourg fait preuve à l'égard de leurs entreprises et surtout de leurs profits.

Stéphane Fort



Les agriculteurs à Paris : des aides, mais pour qui ?

La manifestation à l'appel de la FNSEA, qui a fait converger le 3 septembre place de la Nation à Paris plus de 1 500 tracteurs et plusieurs milliers d'agriculteurs et d'éleveurs, a été présentée comme un succès. Mais elle a surtout donné lieu à une mise en scène orchestrée par le président de la FNSEA, le capitaliste Xavier Beulin, et le gouvernement. Les mesures annoncées correspondent aux revendications de la FNSEA, mais visiblement pas à ce qu'attendaient une partie des manifestants.

Après avoir débloqué en juillet 600 millions d'euros d'aides, plan accepté par la FNSEA mais déjà rejeté par de nombreux agriculteurs et éleveurs mobilisés, le gouvernement vient d'annoncer trois milliards : une

manne pour les plus gros, qui continueront à racheter les terres des plus fragiles, endettés jusqu'au cou et souvent acculés à la faillite. Il n'était pas rare en effet d'entendre des manifestants réclamer de pouvoir vivre de leur travail, et non de s'endetter toujours plus pour rembourser leurs emprunts aux banques et payer leurs fournisseurs avec toujours plus de retard. Dans le même temps, les centrales de la grande distribution imposent leur toute-puissance sur les prix d'achat et

font leurs marges à la fois sur les producteurs, en asséchant leur trésorerie, et sur les consommateurs, en vidant leur porte-monnaie, et cela avec la complicité du gouvernement.

Les agriculteurs, ceux qui en tout cas vivent ou tentent de vivre de leur propre travail, butent sur la politique de baisse des prix à la production qui ne profite qu'aux plus gros, producteurs et acheteurs. Ils sont en réalité victimes de l'organisation capitaliste du secteur, où les moyens de

production et de commercialisation sont concentrés dans les mains de riches possédants, de moins en moins nombreux et de plus en plus puissants.

C'est aux fondements de ce système d'exploitation capitaliste qu'il est nécessaire de s'attaquer pour que les consommateurs, et pas seulement les riches, puissent consommer, et que les petits producteurs puissent vivre de leur travail.

Philippe Logier

Beulin et la FNSEA : le syndicat des gros qui écrase les petits

À l'issue de la manifestation du 3 septembre, Xavier Beulin, dirigeant de la FNSEA, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, qu'il dirige depuis 2010, a été hué par certains agriculteurs se jugeant floués par les propositions gouvernementales acceptées par ce syndicat.

Floués, les petits agriculteurs le sont sans conteste. Xavier Beulin se prétend le porte-parole de tous, mais il n'est que celui de gros producteurs... dont il fait lui-même partie.

Son curriculum vitae est édifiant. Cet homme, qui habite un appartement à Passy et dit monter sur son tracteur tous les week-ends dans sa ferme familiale du Loiret, une ferme de 500 hectares tout de même, préside une multinationale de l'agroalimentaire baptisée Avril. Ce géant céréalier affiche un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros, regroupe 150 sociétés réparties dans 22 pays. Il est présent aussi bien dans les semences que dans l'alimentation animale, avec la société Glon Sanders, et dans les biocarburants avec le diester. Il possède des marques bien connues, comme les huiles Lesieur et Puget ou les œufs Mâtines. Avril est un véritable empire agro-industriel, qui intervient dans le domaine financier via sa société de financement et de développement Sofiprotéol.

Mais Xavier Beulin a d'autres cordes à son arc. Il a également investi dans la presse, en étant actionnaire du magazine *France agricole*. Il dispose surtout d'un grand nombre de mandats dans des institutions clés, comme le port de commerce de La Rochelle, deuxième port français pour l'exportation des céréales, qu'il préside. Il participe également au conseil économique et social du Centre. Autant dire qu'il est bien placé dans différentes instances étatiques pour défendre... ses intérêts et ceux

de ses pairs, gros céréaliers.

La FNSEA a de toute façon toujours entretenu des relations étroites avec les gouvernements successifs. Si ses dirigeants sont traditionnellement de droite – nombre d'entre eux ont poursuivi une carrière politique de ce côté-là – ils s'accommodent très bien d'un gouvernement de gauche, comme l'ont montré les dernières tractations entre le ministre de l'Agriculture Le Foll, Hollande et Beulin.

Un tel dirigeant montre bien ce qu'est ce syndicat, majoritaire parmi les paysans, et à quoi aboutit sa politique pour les plus petits. Les représentants syndicaux élus à tous les niveaux se trouvent être des notables, comme Xavier Beulin. Même si, pour certains, ils sont tout de même un peu moins riches, ils apparaissent comme les plus à même, par leur poids, leur influence et leurs relations, d'arracher subventions et autres aides. La FNSEA parvient ainsi, au nom de la prétendue nécessaire unité du monde paysan, à canaliser et à récupérer la colère des petits paysans, en en faisant un moyen de pression sur l'État... mais d'abord et avant tout pour le compte des capitalistes de l'agriculture.

Les plus petits des agriculteurs et des éleveurs ne doivent pas compter sur ces gens-là pour défendre leurs intérêts, mais rechercher l'alliance des autres travailleurs, à commencer par les travailleurs salariés. Combattre l'emprise du capital sur toute la société est leur intérêt commun.

Aline Retesse



La manifestation du 3 septembre à Paris

De l'agriculture à la distribution : la concentration en marche

En juillet, au début de leur mouvement, les agriculteurs en colère ont engagé des actions en bloquant les entrées d'un certain nombre d'hypermarchés. Ils protestaient contre les prix à la baisse que leur imposent les centrales d'achat de la grande distribution. Ils ont dénoncé ensuite les propriétaires d'abattoirs et les industriels qui tous font pression sur leurs fournisseurs pour accroître leurs marges.

Mais si toute cette chaîne alimentaire est composée de secteurs d'activité distincts, il n'en est pas de même de la propriété du capital et du contrôle de la chaîne alimentaire structurée et dominée par des monopoles tout-puissants de la production à la commercialisation.

Ainsi, un groupe comme Intermarché, qui possède par ailleurs la plus grosse flotte de pêche du pays, gère au travers de sa

filiale Agromousquetaires 64 usines, principalement de l'alimentaire, et est à la tête de trois usines d'abattage de porcs et sept de salaison pour servir les 1 800 Intermarché et Netto du groupe. C'est Intermarché qui a repris en octobre 2014 les abattoirs Gad, avec seulement 530 salariés sur les 900 encore à l'effectif au moment du dépôt de bilan. Le groupe Leclerc, lui, contrôle six sites industriels d'abattage et de salaison. L'un de ses abattoirs de Bretagne, la société Kermené, emploie plus de 3 000 salariés ce qui en fait un des plus gros abattoirs européens. Le groupe Casino-Franprix-Leader Price a racheté en mai dernier une usine de découpe de volailles. Il est depuis peu actionnaire d'une entreprise laitière qui fabrique des fromages pour ses magasins.

Et cette concentration de moyens et de capitaux qui

permet à la grande distribution de peser sur les prix d'achat se retrouve à tous les niveaux de la chaîne. Nestlé, Danone et Lactalis imposent leurs prix aux producteurs de lait. Bigard (marques Charal et Socopa), qui à lui seul possède la moitié des abattoirs implantés en France, a la puissance nécessaire pour décider des prix selon les « lois du marché ». C'est le cas également de la Cooperl, une coopérative agricole qui achète les animaux de ses 2 500 agriculteurs adhérents et qui a les moyens avec Bigard de boycotter le marché de Plérin dans les Côtes-d'Armor, censé fixer le prix d'achat du porc aux éleveurs. La Cooperl réalise 30 % de son chiffre d'affaires sur les marchés internationaux. Elle peut ainsi contraindre ses adhérents à s'adapter aux règles du marché capitaliste mondial ou... à disparaître.

P.L.

Irak-Syrie : la population paie les interventions impérialistes

Alors que les États-Unis bombardent l'Irak depuis le 8 août 2014 – suivis peu après par la France – et la Syrie depuis le 23 septembre 2014 pour lutter contre l'État islamique (EI), ils ont déclaré que leurs bombardements étaient « les plus précis et les plus disciplinés (...) de l'histoire de la guerre aérienne ». C'est un discours qui en rappelle beaucoup d'autres. Les mêmes ne prétendaient pas durant la première guerre du Golfe en 1991 que leurs frappes n'étaient que « chirurgicales » ?

La réalité est tout autre. Un collectif de journalistes, le collectif Airwars, en croisant diverses informations recueillies sur le terrain, avance un bilan différent. Il parle de 489 à 624 civils morts suite à ces frappes, des chiffres contestés par les autorités américaines et françaises. Selon elles, ces bombardements n'auraient fait que deux victimes

« collatérales ».

Mais les conséquences catastrophiques pour la population civile des interventions impérialistes en Irak et en Syrie ne se mesurent pas seulement au nombre de morts du fait de frappes aériennes. L'avancée des djihadistes de l'État islamique elle-même est le retour de bâton de la politique menée par l'impérialisme visant à

imposer par la violence sa mainmise sur la région. La guerre contre l'Irak, déclenchée par les États-Unis en 2003 et soutenue par ses alliés impérialistes, et huit années d'occupation ont aggravé la misère et les souffrances de

la population et ouvert la voie au règne de milices, dont celles de l'EI. Cela fait ainsi des années que les Irakiens vivent dans la peur des attentats à la voiture piégée et des exactions des milices, quelle que soit leur obédience.

Les interventions menées par l'impérialisme pour éteindre les incendies qu'il a allumés ne font que semer un peu plus la mort, et surtout, ne font qu'en allumer de nouveaux.

Aline Retesse

Les écoles paient le prix de la barbarie

Les enfants sont les premières victimes de la guerre et du chaos qui règnent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis des années. Un rapport de l'Unicef portant sur six pays, la Syrie, l'Irak, le Yémen, la Libye, les Territoires palestiniens et le Soudan ainsi que le Liban, la Jordanie et la Turquie qui accueillent des réfugiés principalement syriens, estime que sur 34 millions d'enfants en âge d'être

scolarisés, 13,7 millions sont privés d'école cette année.

Dans quatre pays touchés directement par la guerre, Syrie, Irak, Yémen, Libye, plus de 8 850 écoles ont été détruites ou, faute de mieux, servent d'habitations ou de quartier général pour les troupes en guerre. Dans cette région, le rapport dénombre 214 attaques contre des établissements scolaires en 2014. Même quand les écoles sont encore intactes,

les parents renoncent à y envoyer leurs enfants à cause des risques permanents. Quant aux écoles des pays accueillant les réfugiés, elles sont trop peu nombreuses pour l'ensemble des enfants fuyant la guerre.

Et après, il se trouve encore des politiciens pour vouloir empêcher les réfugiés syriens de gagner l'Europe!

A.U.

États-Unis : la bulle des prêts automobile

L'article ci-dessous est une traduction d'un article de *The Spark*, le bimensuel de l'organisation trotskyste américaine du même nom.

Les constructeurs automobiles sont en train d'enterrer les automobilistes sous une montagne de dettes. La durée moyenne des emprunts pour acheter une voiture neuve est de 66 mois, presque six ans. Et de nombreux prêts pour une voiture neuve se font sur huit, neuf ou même dix ans! Le fait de devoir s'endetter si longtemps, simplement pour pouvoir se déplacer, reflète évidemment le recul du niveau de vie.

Environ 30% de ces nouveaux prêts sont considérés comme des « subprimes », des prêts toxiques, et sont assortis de très forts taux d'intérêt. On estime que General Motors et Chrysler utilisent ce type de prêts pour vendre près de la moitié de leurs voitures.

Cette dette croissante, en particulier celle qui est liée aux emprunts toxiques, a contribué à la renaissance des entreprises automobiles. On s'attend à ce qu'elles vendent cette année près de 17 millions de voitures, contre 10,4 millions en 2009. Et entre-temps, les constructeurs automobiles ont augmenté le prix moyen par véhicule de 5 000 dollars (5 000 euros).

Le résultat est un gonflement énorme de leurs profits. Le mois dernier Ford a annoncé près de deux milliards de dollars de profits pour le trimestre, une augmentation de 44% par rapport à l'an dernier. GM a annoncé

1,2 milliard de profits contre 278 millions il y a un an. Il en va de même pour toutes les entreprises de fournitures pour l'automobile.

Les banques et compagnies ont aussi gonflé leurs profits grâce aux prêts automobiles, en particulier les prêts toxiques aussi bien pour les voitures neuves que pour les voitures d'occasion. Ces compagnies financières spécialisées dans ce type de prêts, comme GM Financial, Ally Financial (anciennement GMAC, la branche financière de GM) et Exeter Finance du groupe Blackstone, ont utilisé ces prêts pour en faire des instruments financiers qu'elles ont revendus – tout comme Wall Street l'avait fait au cours de la crise des prêts immobiliers, il y a seulement quelques années.

Les emprunteurs de ces prêts toxiques sont coincés et doivent payer des intérêts de 18% pour une voiture neuve et de 30% pour une voiture d'occasion. Et plus la durée du prêt est grande, plus la charge financière est importante. Le prix de la voiture peut ainsi doubler ou tripler. Aussi, de nombreux travailleurs continueront à payer leur voiture longtemps après qu'elle sera inutilisable.

Alors bien sûr, de plus en plus nombreux sont les emprunteurs qui font défaut. Leur nombre a doublé en trois ans. Mais jusqu'ici les prêteurs ont réussi à se protéger en saisissant la

voiture et en la revendant. Ils localisent les voitures par GPS et utilisent un interrupteur automatique pour les immobiliser à distance. Ainsi, non seulement ils rackettent des personnes qui n'ont pas d'autre moyen de se rendre au travail, mais parfois ils immobilisent la

voiture en plein milieu de la circulation!

En enfonçant les emprunteurs dans des dettes de plus en plus importantes, les capitalistes non seulement sèment la misère, mais ils préparent le terrain à une nouvelle crise de la dette. Lorsque les emprunteurs

feront massivement défaut, ils inonderont le marché de voitures invendues, ce qui peut engendrer un effondrement économique.

Quel magnifique système représentent ces entreprises: un capitalisme criblé de dettes, suceur de sang!

The Spark



L'automobile se vend bien, mais gare à la dette.

Donald Trump : un milliardaire raciste et sexiste

Le milliardaire Donald Trump fait actuellement la course en tête aux élections primaires du Parti républicain. *The Spark* (31 août) le décrit ainsi :

« Il a dit que les Mexicains étaient des « violeurs » et des « trafiquants de drogue ». Il a dit que les femmes étaient « bonnes à rien », « grosses » et « laides », et qu'il les apprécie seulement comme objets sexuels.

Il s'est moqué des Asiatiques parce qu'ils ne parlent pas anglais correctement. Et il cherche à se faire passer pour un macho ordinaire, quelqu'un de « franc et direct » sur l'économie, qui ne marche pas pour les gens ordinaires.

Mais cet hypocrite pompeux n'est pas un gars ordinaire, franc et direct. Il a accumulé ses milliards en étant un des plus grands

exploiteurs de travailleurs, y compris des milliers de femmes immigrées qui travaillent dans ses hôtels. Les patrons se servent de ses mensonges sexistes et racistes pour encourager les travailleurs à s'accuser les uns les autres des problèmes causés par les capitalistes. Pendant qu'ils se disputent, lui s'en met plein les poches. »

The Spark

Septembre 1915 : la conférence de Zimmerwald

« L'ennemi principal est dans notre pays »

Du 5 au 8 septembre 1915, dans le petit village suisse de Zimmerwald, une conférence réunit des militants socialistes de divers pays d'Europe restés fidèles à l'internationalisme. La guerre, commencée un an auparavant, était une effroyable boucherie, jetant des millions d'hommes les uns contre les autres. En soutenant la guerre de leurs bourgeoisies respectives, les principaux dirigeants socialistes avaient rompu brutalement leurs relations au niveau international, renié des années d'échanges fraternels et de luttes communes. Ainsi, en septembre 1915, pour la première fois, des militants renouaient les liens internationaux et affirmaient ensemble, par-delà les frontières, leur opposition à l'union sacrée.

Les participants à la conférence de Zimmerwald n'étaient pas nombreux, mais leur geste avait une grande portée symbolique. C'était un premier pas vers la reconstruction d'une internationale. Le militant internationaliste Alfred Rosmer décrit la conférence comme « un réveil général » qui avait « tiré le mouvement ouvrier de la honteuse torpeur de l'union sacrée, où les social-patriotes l'avaient enlisé et tentaient toujours de le maintenir, [...] crevé définitivement le grand mensonge de la guerre, apporté son réconfort à tous ceux qui, en marge du mouvement ouvrier, cherchent la paix et la vérité ».

Un an auparavant, entre la fin juillet et le début août 1914, les principaux dirigeants de l'Internationale socialiste (2^e Internationale) et des partis socialistes nationaux avaient trahi tous leurs principes et leurs engagements passés. Au nom d'une « union sacrée » entre les prolétaires, leurs exploités et leurs généraux, ils avaient voté les crédits de guerre, accepté des postes de ministres et n'avaient laissé à des millions d'hommes d'autre solution que d'aller mourir sur les champs de bataille. La plupart des dirigeants anarchistes et syndicalistes ne furent pas en reste, ces derniers mettant toute leur énergie et leur autorité à convaincre les ouvriers d'accepter l'augmentation des cadences, les journées à rallonge, les salaires au rabais, au nom du « devoir patriotique ».

Ce revirement subit était le révélateur de la dégénérescence du mouvement socialiste. Quand la guerre avait mis ses dirigeants au pied du mur, ils avaient préféré capituler pour sauver leurs appareils et leurs postes. Pour la classe ouvrière, et tout particulièrement pour les militants socialistes et syndicaux qui

se retrouvèrent isolés, sans directives, face à l'ordre de mobilisation qu'ils recevaient ou aux attaques patronales, cette trahison fut un coup de poignard dans le dos. Mais tous ne sombrèrent pas. Des militants isolés, des courants minoritaires, voire certains partis de la 2^e Internationale prirent position contre la guerre.

Ceux qui refusèrent l'union sacrée

En Russie, les députés bolcheviks et mencheviks votèrent contre l'entrée en guerre de leur pays. En Allemagne en août 1914, Karl Liebknecht avait voté avec son parti, par discipline, mais le soir même, il prit position contre la guerre, aux côtés de Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Franz Mehring. En France, les opposants à la guerre furent une poignée autour de Pierre Monatte, Alfred Rosmer et Alphonse Merrheim, de la CGT, Louise Saumoneau et quelques autres, du PS. D'autres figures du socialisme s'élevèrent contre la guerre : John Maclean en Écosse, James Connolly en Irlande, Eugene Debs aux États-Unis, de même que le syndicat américain IWW, les partis socialistes de Serbie, Roumanie, Bulgarie, ou de pays neutres comme la Suisse, la Hollande et les pays scandinaves. En Italie, pays qui n'était entré en guerre qu'en mai 1915, le Parti socialiste avait refusé son soutien à la guerre tout en gardant une position ambiguë ainsi définie : « Ni adhérer, ni saboter ! »

Pour ces militants hostiles à la guerre, l'une des tâches prioritaires était de renouer les liens par-delà les frontières, de faire revivre l'Internationale. Les socialistes de plusieurs pays neutres prirent les premiers l'initiative. Quelques rencontres partielles eurent lieu entre septembre 1914

et avril 1915. Mais la conférence de Zimmerwald, première réunion générale des socialistes internationalistes depuis le début de la guerre, allait marquer les esprits et constituer le premier pas vers la reconstruction d'une internationale.

Le premier pas vers une nouvelle Internationale

Lancée par des socialistes italiens et suisses avec l'objectif d'appeler le prolétariat à une action commune pour la paix, la conférence se déroula en Suisse, qui était alors un pays neutre. Elle réunit 38 délégués, appartenant à onze pays, dont plusieurs pays belligérants. Trotsky raconte qu'ils prirent place, en se serrant, dans quatre voitures, pour rejoindre depuis Berne le village de montagne de Zimmerwald. « Les délégués eux-mêmes plaisaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la première Internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures. Mais il n'y avait aucun scepticisme dans ce badinage. Le fil de l'histoire casse souvent. Il faut un nouveau nœud. C'est ce que nous allions faire à Zimmerwald. »

Les délégués de Zimmerwald signèrent à l'unanimité un manifeste qui dénonçait la nature impérialiste de la guerre et l'union sacrée prônée par les dirigeants de la 2^e Internationale, qui affirmait la nécessité de lutter pour une paix n'opprimant aucun peuple ni aucune nation, et de reconstituer les liens internationaux entre les travailleurs.

La gauche zimmerwaldienne

La plupart des délégués de Zimmerwald n'étaient pas encore prêts à rompre définitivement avec la social-démocratie et à dépasser le simple pacifisme. Seuls sept d'entre



Un assaut des troupes françaises sur le front du Pas-de-Calais, avril 1915.



Soldats allemands lors de l'hiver 1915 en Pologne.

eux se retrouvèrent dans ce que l'on appela « la gauche zimmerwaldienne », sur les positions de Lénine. Celui-ci affirmait qu'une véritable paix, durable et dans le respect des peuples, ne pourrait se faire sans lutte révolutionnaire. Il appelait les socialistes à œuvrer à la défaite de leur propre bourgeoisie et à tenter de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile » : au lieu de se faire la guerre entre eux, les travailleurs devaient faire la guerre à leur propre bourgeoisie pour lui arracher le pouvoir.

Bien que dénonçant l'inconséquence et l'insuffisance du manifeste de Zimmerwald, Lénine le signa lui aussi, conscient de l'importance symbolique de cette réaffirmation de l'internationalisme, malgré l'opposition de la quasi-totalité des dirigeants socialistes.

Rentrés dans leurs pays respectifs, les zimmerwaldiens firent tout ce que leurs maigres forces leur permettaient pour faire connaître l'existence de cette conférence et de son manifeste pour la paix et contre l'union sacrée. En France, pour déjouer la censure, Rosmer l'envoya sous forme de courrier banal à tous les abonnés à la *Vie Ouvrière*, le journal de la CGT.

Six mois plus tard, lors de la conférence de Kienthal, un autre village des alentours de Berne, un nouveau manifeste était signé par 44 délégués

internationalistes, de nouveau à l'unanimité, appelant cette fois les socialistes à ne plus signer les crédits de guerre.

Ces deux conférences étaient un encouragement à tous ceux qui voulaient lutter contre la guerre. En même temps, dans tous les pays, une opposition sourde à l'effroyable massacre commençait à se faire jour au sein des masses populaires et des soldats mobilisés. Elle allait se généraliser au cours de l'année 1917, se manifester par des mutineries de soldats sur le front, et surtout par l'éclatement de la révolution russe.

La conquête du pouvoir par les travailleurs de Russie, en octobre 1917, allait ébranler sérieusement le pouvoir capitaliste, susciter un espoir parmi les travailleurs de tous les pays engagés dans la guerre, et hâter la fin de celle-ci. La reconstitution d'une véritable internationale, ouvrière, communiste, révolutionnaire et internationaliste, devint alors possible. Le parti bolchevik à la tête de la révolution russe fit tout pour hâter la création de la 3^e Internationale, l'Internationale communiste, en mars 1919. Elle appelait les travailleurs de tous les pays à la lutte pour le renversement de ce système capitaliste qui avait enfanté une guerre atroce. Fille de la révolution russe, elle était aussi la fille de Zimmerwald.

Valérie Fontaine

Dotations aux collectivités : les communes asphyxiées

L'Association des maires de France (AMF) fédère l'ensemble des maires des communes du pays et prétend être leur représentant patenté, du maire de la plus petite commune rurale au sénateur maire inamovible d'une grande ville richissime. Elle appelle aujourd'hui la population à protester contre la réduction des dotations aux collectivités locales.

Après avoir fait voter des motions dans les conseils municipaux de tout le pays, rencontré le gouvernement, fait connaître ses revendications aux médias, elle propose une mobilisation samedi 19 septembre, dans toutes les mairies.

D'après l'AMF, la réduction de 30 % des dotations contraint les communes à

choisir entre l'augmentation des impôts et la réduction des services rendus à la population : logements, crèches, écoles, cantines, centres d'action sociale, transports, etc. La simple énumération des services touchés montre que ce sera la partie la plus pauvre de la population, celle qui a le plus besoin des services

publics, qui sera directement et durement touchée.

Les finances des communes et des collectivités territoriales sont soumises à rude épreuve. Tout d'abord l'État leur a dévolu de plus en plus de missions, sans leur fournir les moyens financiers correspondants ou, à tout le moins, sans les réévaluer. Ensuite Sarkozy a mené campagne pour la réduction des effectifs de fonctionnaires territoriaux, gelé les dotations et milité pour leur diminution. Enfin Hollande a réalisé ce programme en baissant les dotations de 1,5 milliard d'euros en 2014, puis de

11 milliards les trois années suivantes.

L'AMF se présente, la main sur le cœur, en défenseur des intérêts de la population contre la voracité de l'État. Mais ses responsables, signataires de l'appel du 19 septembre, ne vont pas jusqu'à indiquer la totalité de leur curriculum vitae. Car les Baroin, Laignel, Vergnier, Amiable, Guillemot, Rossinot, ne pas sont maires de villages ruraux ou de petites villes ouvrières. Ils sont tous députés, sénateurs, anciens ministres, responsables des partis politiques ayant géré le pays et aujourd'hui encore aux affaires. Ils ont

donc, tous à leur tour, voté et appliqué les mesures qu'ils prétendent combattre aujourd'hui, ils ont tous participé au vol de la population pour financer les cadeaux au grand patronat. Ils se gardent bien d'ailleurs de dire pourquoi et pour qui ce vol est organisé.

Lutter vraiment contre la politique de l'État qui aboutit à étrangler les finances locales est juste et nécessaire. Mais les maires des petites communes qui se battent pour défendre les intérêts de leur population n'ont pas là les meilleurs défenseurs.

Paul Galois

Bolloré met au pas I-Télé

La directrice d'I-Télé et la directrice de la rédaction de Canal Plus viennent d'être remerciées par Bolloré. Celui-ci, qui possède un empire de presse comprenant tout le groupe Canal, les chaînes D8 et D17, et accessoirement l'institut de sondage CSA, se débarrasse ainsi de ceux qu'il ne juge probablement pas assez dociles.

En juillet dernier déjà, Bolloré s'attaquait aux Guignols de l'Info, trop irrespectueux envers les puissances d'argent et aussi envers son ami Sarkozy. En août, il obtenait l'annulation définitive de la diffusion sur Canal du reportage sûrement trop intrusif à son goût : « Évasion fiscale, une affaire française ». Mais pour éviter de provoquer des réactions indignées à chaque nouvelle censure, autant placer directement ses amis au comité de rédaction.

Antoine Ferrer

Clermont-Ferrand : la justice s'arrête devant l'uniforme

Le tribunal de Riom (Puy-de-Dôme) a annulé mardi 1^{er} septembre la mise en examen du dernier des deux policiers mis en cause dans la mort d'un jeune routier de 30 ans, Wissam El-Yamni. Tombé dans le coma au cours de son interpellation la nuit de la Saint-Sylvestre 2011, il était décédé neuf jours après. Son coma et sa mort avaient provoqué plusieurs nuits de tension, et une forte colère contre la police. Près de 4 000 personnes avaient manifesté dans les rues de Clermont-Ferrand.

Le corps montrait des marques de serrage autour du cou et des fractures au visage liées aux coups que Wissam El-Yamni avait reçus. L'Inspection

générale de la police nationale (IGPN) avait relevé l'usage sur le prévenu, lors de son transport au commissariat, de la technique du « pliage », qui consiste à maintenir la tête appuyée sur les genoux. Suite à la plainte de la famille, il a fallu attendre mars 2014 pour que les deux policiers mis en cause soient mis en examen. Mais la justice a levé la mise en examen du deuxième policier, après l'avoir fait pour le premier dès janvier 2015.

Une fois de plus, la justice française refuse de reconnaître qu'on meurt dans les commissariats ou sous les coups avérés des policiers.

Correspondant LO

Troyes : une expulsion révoltante

Un père de famille vient d'être renvoyé par avion en Géorgie. Il est ainsi séparé de son épouse et de ses cinq enfants. La préfète de l'Aube avait annulé son assignation à résidence et l'a ensuite placé en rétention administrative à partir du lundi 31 août pour le faire conduire à Roissy le 1^{er} septembre. Malgré sa détermination à refuser de monter dans l'avion il y a été contraint. Le soir-même, les gendarmes apportaient à sa femme et à ses enfants une proposition d'aide... au retour en Géorgie.

La famille vit en France depuis près de cinq ans, tous les enfants viennent de faire leur rentrée scolaire, mais le couple a été débouté de sa demande d'asile. Depuis août 2014 lui et son épouse font l'objet d'une OQTF, une obligation de quitter le territoire, jusque-là pas encore exécutée. Trois de leurs enfants sont nés en Géorgie, un autre aux Pays-Bas et la dernière en France. L'Agence régionale de santé

avait bien donné un avis précisant que le père était malade et ne pourrait bénéficier de soins appropriés en Géorgie. Pourtant, le 18 juin 2015, le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne avait rejeté son recours sous prétexte que « les traitements existant en Géorgie... que la circonstance selon laquelle l'accès aux soins dans ce pays y serait onéreuse est sans incidence sur l'existence de tels soins, qui doit seule être

prise en considération par l'administration... »

Il y a presque un an déjà, en novembre 2014, l'expulsion de cette famille du centre d'accueil de demandeurs d'asile de Saint-André-les-Vergers pour un hôtel de l'agglomération de Troyes, parce qu'elle avait été déboutée de sa demande d'asile, avait provoqué une mobilisation. À nouveau, vendredi 28 août, une manifestation rassemblant près d'une centaine de personnes devant la préfecture de Troyes a condamné l'acharnement de la préfète.

Il est révoltant qu'un père soit expulsé, séparé de sa famille et que l'on pourrissent ainsi sa vie en le forçant à repartir vers un pays qu'il a fui.

Correspondant LO



Manifestation devant la préfecture.

L'impôt sur le revenu : une petite baisse... après de fortes hausses

Lors de sa conférence de presse du 7 septembre, Hollande a annoncé une baisse de deux milliards de l'impôt sur le revenu en 2016. Cela concernerait huit millions de foyers, dont un million à un million et demi deviendraient non imposables.

Il est vrai que 2016 est l'année qui précède les présidentielles et Hollande voudrait faire oublier au moins quelques-uns de ses mauvais coups. Il a d'ailleurs commencé dès cette année à baisser les impôts sur le revenu de quelque 3,5 milliards, ce qui a bénéficié à 9,45 millions de foyers dont trois millions sont devenus non imposables.

Mais tout cela est bien loin de compenser les hausses considérables qui ont eu lieu depuis 2009. Si les gouvernements

Fillon-Sarkozy y ont pris leur part en prélevant 5 milliards de plus au titre de l'impôt sur le revenu entre 2009 et 2011, il est certain que Hollande a fait plus fort encore, en prélevant 8,7 milliards de plus en 2012 puis encore 5,6 milliards de plus en 2013 et enfin 4,1 milliards de plus en 2014. En trois ans, l'impôt sur le revenu s'est alourdi de plus de 18 milliards (+ 34,6 %) par rapport à 2011 !

Alors les deux milliards avec lesquels Hollande joue les généreux ne font certainement pas le compte.

La proportion des foyers assujettis à l'impôt sur le revenu a grimpé de 43,4 % en 2009 jusqu'à 52,3 % en 2013. Et bien qu'elle soit descendue à 47,5 % en 2014, elle est encore supérieure à ce qu'elle était en 2009 ! C'est évidemment beaucoup trop, car l'impôt sur le revenu ne devrait s'appliquer qu'aux seuls revenus du capital et non aux salaires. Ce serait à la bourgeoisie de financer son État, qui la sert si bien, pas aux travailleurs. Tous ceux qui s'indignent du fait que tout le monde ne soit pas imposable montrent dans quel camp ils se trouvent : celui des ennemis de la classe ouvrière.

Dominique Chablis

TVA : Hollande émule de Sarkozy

Hollande a confié à un journaliste du *Monde* qu'il regrettait d'avoir supprimé, après son élection en 2012, le projet de TVA sociale de son prédécesseur, Sarkozy.

Celle-ci aurait consisté en une baisse des cotisations sur les salaires, compensée par une augmentation de la TVA, autrement dit un cadeau au patronat financé par l'impôt le plus injuste, payé y compris par les plus pauvres. Dans sa campagne électorale en avril 2012, Hollande s'était engagé à abroger cette mesure que Sarkozy venait de faire adopter au

Parlement en mars et qu'il n'avait pas eu le temps d'appliquer avant son départ. Et, ô miracle, Hollande tint sa promesse électorale... durant quatre mois. En effet, l'abrogation de la « TVA sociale » votée par le Parlement en juillet 2012 a été suivie dès novembre, du « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi », un cadeau de 20 milliards d'euros au patronat financé par... une augmentation de la TVA à partir de janvier 2014. Au final, seul le nom de « TVA sociale » a disparu.

Le cadeau de Hollande est même plus important que celui de Sarkozy, qui ne

pesait « que » 13 millions de baisses de cotisations sur les salaires, a reconnu le journal *Le Point*, qui ajoute « d'autant que le CICE réduit l'impôt, alors que la baisse de charges l'aurait fait augmenter en améliorant le bénéfice des entreprises, assiette de l'impôt sur les sociétés ».

Alors, pourquoi Hollande éprouve-t-il aujourd'hui le besoin d'ajouter à cela une autocritique auprès du patronat ? C'est qu'il faut bien continuer à le caresser dans le sens du poil.

Jean Sanday

CAC 40 : des profits mirifiques

38,9 milliards d'euros de bénéfices en six mois, c'est le montant astronomique de profits qu'ont annoncé les 40 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris. Elles en ont pourtant déduit des « réserves » pour ce qu'elles appellent des « événements exceptionnels », des sommes pour couvrir leurs pratiques illégales ou pour préparer de nouvelles vagues de licenciements.

La hausse de leurs bénéfices est extrêmement rapide, 27,4 % en quelques mois. Alors que leurs affaires stagnent, que la crise est générale et que les soubresauts de la Bourse de Shanghai font planer de nouveaux doutes sur l'avenir immédiat de l'économie mondiale, les grandes entreprises accumulent des sommes extravagantes. La BNP annonce 4,2 milliards d'euros de bénéfices ; Kering (ex-Pinaut-Printemps-Redoute) double les siens ; Peugeot n'est pas en reste alors que le groupe se présentait il

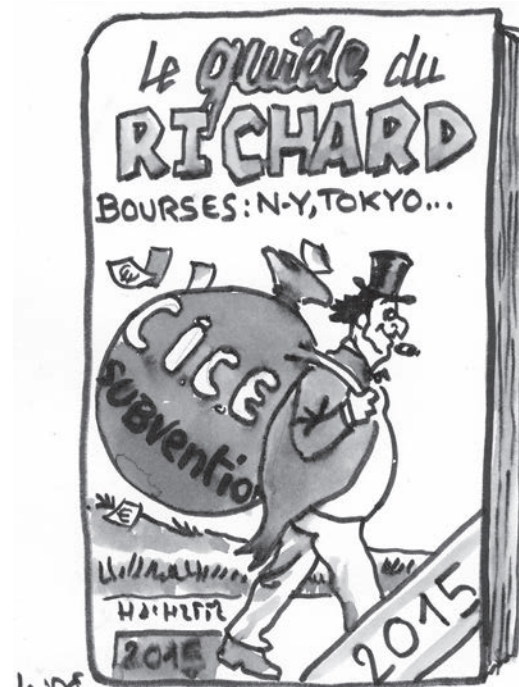
y a peu comme au bord de la faillite pour justifier la fermeture de l'usine d'Aulnay.

Les capitalistes prélèvent une part croissante sur les richesses créées par les classes laborieuses, sous forme de dividendes, de rachats d'actions et versent des salaires mirobolants aux PDG qui organisent ce pillage à leur profit comme l'ex-directeur général d'Alcatel-Lucent, parti avec 14 millions d'euros après seulement deux ans en poste et 10000 suppressions d'emplois à son actif.

Ce vol croissant par les plus riches, en pleine stagnation de l'économie, toute la société le paie. Et en particulier les salariés, par des rythmes de travail démentiels, une précarité généralisée et le chômage de masse.

Le simple maintien de cette économie qui aggrave les inégalités et empêche de créer les richesses nécessaires est une catastrophe pour toute la société.

Gilles Boti



NOUVEAU
Pour les riches qui ne s'y retrouvent plus.

Rainbow Warrior : l'État français terroriste

Trente ans après avoir saboté le navire *Rainbow Warrior* de l'association écologiste Greenpeace, un des militaires français impliqués vient de présenter ses excuses à la famille de la victime.

En 1985, le *Rainbow Warrior* était amarré à Auckland, en Nouvelle-Zélande, et allait appareiller pour l'atoll polynésien de Mururoa pour protester contre une campagne d'essais nucléaires que l'armée française s'appretait à mener. Contrarié par les pacifistes de Greenpeace, qui ne voulaient pas le laisser atomiser Mururoa sans le dénoncer à l'opinion publique, le gouvernement français, de gauche à l'époque, donna l'ordre aux services secrets de couler le

navire.

Plein de remords, le colonel Kister, qui était à l'époque nageur de combat, dévoile à présent qu'il n'était pas question simplement d'endommager l'hélice du *Rainbow Warrior*, même si cela aurait été suffisant pour l'empêcher de naviguer 4000 kilomètres pour atteindre Mururoa. Des plastiqueurs professionnels comme Kister auraient pu le faire sans faire courir de risque à l'équipage du navire écologiste, mais le gouvernement

français voulait une véritable action terroriste ayant pour but de couler le navire. Cela fut fait à coups d'explosifs le 10 juillet 1985. Outre les dommages matériels, le photographe néerlandais Fernando Pereira y perdit la vie.

Les dessous de cette affaire auraient pu rester secrets si deux des espions français déployés en Nouvelle-Zélande pour l'occasion ne s'étaient pas fait pincer par les autorités locales quelques jours plus tard. Mis devant ses responsabilités, le gouvernement socialiste de l'époque fit sauter deux fusibles : le ministre socialiste de la Défense Hernu et le patron

des services secrets extérieurs, la DGSE.

François Mitterrand, président depuis 1981, prétendit contre toute évidence n'être au courant de rien. Quant au Premier ministre de l'époque, et actuel ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, après plusieurs semaines de scandale, il finit par admettre la responsabilité du gouvernement français, sans pour autant songer à la démission.

Les deux espions pris sur le fait furent condamnés à dix ans de prison par la justice néo-zélandaise. Mais, grâce à un accord passé avec la France, ils furent libérés au bout d'un

an, et seulement assignés à résidence en Polynésie, sur un atoll certes, mais non irradié celui-là !

On comprend pourquoi le capitaine du *Rainbow Warrior* a réagi de façon vive aux aveux bien tardifs du colonel français. Après avoir accepté les excuses du poseur de bombe, il a déclaré que « cela n'enlève rien au fait que lui et ses amis, le président d'alors, Mitterrand, et tous ceux qui faisaient partie de cette équipe, qui ont préparé et mené cette opération, sont des meurtriers ».

On peut même ajouter qu'ils en connaissaient un rayon en terrorisme d'État.

Lucien Déroit

Mairie de Grenoble : grève des agents des écoles

Dès la rentrée scolaire le 1^{er} septembre, et pour trois jours, les agents d'entretien des écoles de la ville de Grenoble et ceux des écoles maternelles qui assistent les enseignants et les enfants (Atsem), étaient en grève pour des embauches et pour leurs conditions de travail.

Ces employés, environ 450, dont la grande majorité sont des femmes travaillant à temps partiel imposé et qui n'ont pas le statut de fonctionnaire, toutes et tous de catégorie C, refusent que la municipalité dégrade leurs conditions de travail.

Grâce à de précédentes mobilisations, il avait été décidé un protocole de remplacement des absences

et la présence d'une Atsem par classe. Or, en ce début d'année, il manque 18 postes d'Atsem afin d'assurer sécurité et confort aux enfants. De plus, la municipalité, dirigée par les écologistes et le Parti de gauche, prévoit de diminuer le nombre d'heures de nettoyage effectuées par les agents d'entretien dans les locaux scolaires et de baisser le taux de

remplacement de ces deux catégories d'employés, qui exécutent un travail usant.

Lors d'une réunion avec le personnel, les élus et la direction générale ont déclaré : « *Les écoles n'ont pas vocation à être des hôpitaux* », sous-entendu aussi propres... Ils ont même proposé « *de ne laver que ce qui est sale pour gagner du temps* », comme si les agents passaient leur temps à ne décrasser que le propre !

Contre cette politique qui conduit à la dégradation des services publics et des conditions de travail, la grève a été bien suivie,

entraînant la fermeture des cantines des écoles car ces agents aident aussi à la prise des repas. Les grévistes se sont rassemblés à plusieurs reprises à la mairie de Grenoble, y ont distribué des tracts dans les bureaux. Scandant leurs propres chansons, ils ont aussi détourné une affiche de la mairie qui prétend dénoncer l'austérité imposée par le gouvernement alors qu'elle-même l'impose localement. Ils se sont adressés aux parents d'élèves. À chaque fois, ils ont reçu un bon accueil comme lors de la signature de la pétition « *Stop à la*

dégradation des services publics municipaux ».

Jeudi 3 septembre, au troisième jour de grève, le maire, Éric Piolle, a opposé un non catégorique aux demandes des grévistes. Ils ont décidé de suspendre leur mouvement mais ne renoncent pas à leurs revendications. Ils sont heureux de s'être regroupés et fait entendre alors qu'ils sont éparpillés sur plusieurs dizaines de sites.

L'ensemble des salariés de la ville étant touché par le manque d'effectifs, c'est tous ensemble qu'il faudra lutter pour des embauches.

Correspondant LO



Économies sur le dos des travailleurs

Une note de la direction générale de la mairie de Grenoble fixe les objectifs pour la masse salariale prévisionnelle 2016. Celle-ci doit être identique à celle de 2015 : 240 millions d'euros. Or, du fait de l'augmentation de l'ancienneté des employés, à effectif constant, la masse salariale devrait augmenter.

Pour la bloquer, la municipalité compte donc ne pas remplacer les 93 travailleurs pouvant

potentiellement partir en retraite dans l'année. Et d'exiger qu'après tout départ de salarié, les services soient réorganisés et le travail réparti entre ceux qui restent, car les remplacements et renforts ne seraient accordés qu'au compte-gouttes.

Cette politique entraînera un surcroît de travail pour ceux qui restent. Il n'est pas dit que les agents se laissent faire.

Correspondant LO

Écoles primaires de La Rochelle : la hausse des tarifs de cantine ne passe pas

À La Rochelle, la mairie de gauche augmente brutalement les tarifs de cantine. Contrairement à ce qu'affirme le maire Jean-François Fontaine, patron d'une entreprise de construction navale, cette hausse brutale concerne aussi les familles modestes. La cantine gratuite disparaît pour les plus pauvres : elle coûtera dix centimes par repas pour le moment, mais il sera facile de l'augmenter par la suite.

Et surtout, la sévère hausse des tarifs touchera

les petits salaires : ainsi, pour un quotient familial de 951 euros, qui correspond typiquement à deux parents gagnant chacun 1 320 euros par mois, avec un enfant, le prix du repas – dès la maternelle – passera de 3,50 à 4,55 euros, soit 30 % d'augmentation !

Quant aux enfants des communes extérieures (dont les parents sont parfois contraints par leurs horaires de les scolariser dans la commune où ils travaillent), ils paieront 8,67 euros par repas au

lieu de 4,80 euros. Et cela quel que soit le revenu des parents !

Après avoir envahi le conseil municipal en juillet dernier, ces derniers envisagent à juste titre de nouvelles actions de protestation. Si le gouvernement est responsable de la baisse de dotation aux mairies, le maire de La Rochelle a choisi sciemment d'en faire payer le prix aux plus modestes, en prenant leurs enfants en otages.

Correspondant LO

Crèches : alertez les bébés

François Hollande avait promis de créer 275 000 places d'accueil avant 2017 pour les enfants de moins de trois ans. On se rend compte aujourd'hui que le résultat final risque d'être loin du compte, quel que soit le mode de garde.

Pour les crèches, selon un rapport du Haut conseil à la famille, seules 11 300 places ont été créées en 2014 au lieu des 19 600 prévues.

Du côté de la prise en charge par des assistantes maternelles, le tableau n'est pas plus rose. Hollande annonçait 20 000 enfants supplémentaires accueillis par an. Au lieu de cela on en a

accueilli 7 000 de moins en 2014.

Quant à la scolarisation des moins de trois ans en maternelle, elle ne progresse pas et même recule légèrement.

Les parents des familles populaires auront donc toujours autant de mal à trouver un mode de garde pour leurs jeunes enfants, avec toutes les difficultés que cela entraîne pour travailler ou bénéficier d'une formation à certains horaires.

Les promesses ne coûtent rien, mais quand il s'agit de payer, Hollande préfère satisfaire les patrons que la population.

D.M.

Aubevoye (Eure) : une rentrée de lutte au collège

Mardi 1^{er} et mercredi 2 septembre, les enseignants du collège Simone-Signoret d'Aubevoye, dans l'Eure, ont fait grève et la rentrée n'a pas eu lieu pour un grand nombre de classes. Ils protestaient contre l'augmentation des effectifs dans les classes de 6^e et réclamaient l'ouverture d'une classe supplémentaire. En effet, 29 élèves par classe dans ce collège construit au début des années 1980 où les

classes en comptaient 24 au maximum, ce n'est pas possible. Dans les salles de sciences par exemple, où les tables sont fixées au sol, tous les élèves ne peuvent s'asseoir. En outre, de nombreux élèves sont en grande difficulté, et ce n'est pas à 29 par classe qu'ils pourront progresser.

L'Inspection académique a fini par recevoir une délégation d'enseignants le 2 septembre après-midi, sans s'engager.

Les enseignants restaient mobilisés et lundi 7 septembre, l'Inspection académique a annoncé la création d'une classe de 6^e supplémentaire. Les élèves ne seront plus que 24 ou 25 dans chaque classe, ce qui est finalement normal.

C'est avec la satisfaction d'avoir remporté une victoire que les enseignants vont commencer l'année.

Correspondant LO

Ligne SNCF Paris – Rouen – Le Havre : les usagers protestent

Depuis lundi 7 septembre, un collectif d'usagers pratique la grève des titres de transport sur la ligne Le Havre-Paris. Ils se regroupent dans la voiture de tête et refusent collectivement de présenter leurs titres de transport aux contrôleurs. Par ce geste, ils protestent avec raison contre leurs conditions de transport.

Cette ligne Intercités transporte chaque année 6 millions de personnes

dont beaucoup l'empruntent chaque jour, matin et soir, sur tout ou partie du trajet. En raison du sous-investissement depuis des décennies, les retards, les suppressions de trains ou les rames trop courtes sont quasi quotidiens.

C'est une évidence : il faut investir pour rénover la ligne et le matériel et embaucher des cheminots pour l'entretien.

N.S.

Aluminium Dunkerque : la rentabilité financière aux dépens de l'emploi et de la sécurité

La direction de l'usine Aluminium Dunkerque est en passe de boucler son plan de diminution du personnel, tout en cherchant à développer la sous-traitance.

Avec 65 départs volontaires sur 630 salariés et la suppression de 20 postes intérimaires, elle a diminué les effectifs de 11 % sans diminuer la production d'aluminium. Elle a en effet battu un record en 2014, avec 272 000 tonnes d'aluminium coulées, et ne semble pas vouloir s'arrêter là.

Les conditions de travail se dégradent, avec des charges de travail qui augmentent et la sécurité qui diminue. Le plus grand danger réside dans les projections, voire les

explosions de métal liquide résultant de l'électrolyse du minerai d'aluminium. Les incidents sont réguliers, avec parfois des blessés, et les travailleurs l'ont souvent échappé belle, les conséquences ayant pu être catastrophiques, voire mortelles.

Sur les six premiers mois de l'année, l'usine a déjà rapporté 62,6 millions de dollars de bénéfices avant impôts, amortissements, intérêts. Cela représente 14 300 euros pour chaque salarié et par mois. C'est presque cinq fois le salaire

moyen, charges sociales comprises ! Sur huit heures de travail, le calcul montre que seule une heure vingt sert à payer le salaire, les six heures quarante suivantes servent aux profits du groupe Rio Tinto et à ses actionnaires.

Avec les soubresauts de la spéculation, les prix des matières premières et de l'aluminium sont en forte baisse, nouveau prétexte pour demander encore plus d'économies de personnel. Mais les profits seraient largement suffisants pour embaucher, partager le travail et améliorer la sécurité des installations.

Correspondant LO

La Poste-Courrier Lille : grande braderie des congés



Suite à la fermeture du centre de courrier de Lille-Moulins en mai, la direction poursuit sa politique de réduction des coûts. Cette fois-ci, la direction se sert sans vergogne dans les congés des facteurs.

L'opération commence à être bien rodée : sous prétexte d'assurer la sécurité de ses agents, la direction a obligé les facteurs à poser un jour de congé annuel (CA) le samedi 5 septembre, premier jour de la braderie de Lille.

Au total, c'est plus d'une centaine de jours de congés qui ont été imposés. L'opération est d'autant plus profitable à la direction qu'ils ne coûteront rien en moyens de

remplacement, puisque les bureaux concernés ont été arbitrairement fermés samedi 5 septembre. Pourtant, une partie de l'activité pouvait être maintenue.

Les facteurs ont donc dû assumer la charge de travail supplémentaire le lundi suivant, sans compensation.

« C.A. nous ! Pas à vous !! » voilà ce qu'a répondu l'équipe des tournées motorisées de Lille,

qui a réagi et s'est rassemblée avec la CGT en piquet de grève devant la direction.

Avec les facteurs, tous étaient unanimes pour dénoncer le vol des CA, les moyens de pression exercés sur les agents pour qu'ils posent une journée ainsi que les informations contradictoires et mensongères destinées à dissuader et diviser les équipes.

La direction est restée sourde, mais elle devra désormais faire face aux réactions collectives des postiers.

Correspondant LO

Hôpital de Nevers : nouvelle direction, conditions de travail aggravées

Après les vacances, un nouveau directeur est arrivé au Centre hospitalier de Nevers. Rien d'extraordinaire à cela, sauf que son arrivée marque le début de l'application de la loi CHT (communauté hospitalière de territoire). Il n'est plus seulement directeur de Nevers mais aussi de tous les hôpitaux et centres de soins publics du département de la Nièvre (sauf Clamecy, rattaché au territoire de santé de l'Yonne).

Cette loi, qui est la suite de la loi HPST (hôpital, patients, santé et territoires) de Roselyne Bachelot, vise à regrouper, mutualiser, rationaliser les différents services de santé d'un territoire. Chaque région a été divisée en « territoires » par les ARS (Agence régionale de santé). Tout ce blabla politico-administratif n'a comme but que de faire des économies, essentielle-ment de personnel.

Par exemple, l'hôpital de Château-Chinon vient d'être réorganisé, le service paie disparaît pour être transféré au Centre hospitalier de Nevers. Cela fait deux emplois en moins à Château-Chinon et aucun emploi en plus à Nevers. À terme, il n'y aura plus qu'un seul service paie pour tout le département.

Autre exemple, les services des Urgences de trois hôpitaux de la Nièvre, Nevers, Cosne et Decize, vont fonctionner ensemble. Il s'agit toujours de « mutualiser les moyens » et « d'harmoniser les pratiques ».

Depuis plusieurs mois, la stérilisation et le laboratoire de l'hôpital de Decize sont liés au Centre hospitalier de Nevers. L'hôpital de Decize est en déficit et l'ARS ne veut pas faire les travaux nécessaires de modernisation de ces deux services. Alors elle invente des services « multisites » !

Pour continuer et accentuer cette réorganisation, une société privée, MCG Managers, va venir donner un coup de main au directeur pendant plusieurs mois.

Cette société est spécialisée dans l'aide aux

managers. Elle intervient dans tous les secteurs d'activités : agro-alimentaire, industrie, services, sanitaire, etc. Arcelor Mittal, Constellium, Thalès, Sandoz, British Telecom, Sanofi ont « profité » de ses services. Il est à noter que toutes ces entreprises ont eu des plans de licenciements.

Ses spécialités sont « retrouver de la productivité » et « l'efficacité » ! Rémunérés 150 000 euros, ces « managers » sont là pour dire où il faut tailler, dégraisser, éliminer !

Le Centre hospitalier a dégagé 8 millions d'euros de bénéfices en quelques années, dont environ 3 millions pour la seule année 2014. Cela a été obtenu sur le dos du personnel, en particulier par la privatisation du ménage et l'augmentation de la précarité. En 2014, 19 % des effectifs sont des emplois précaires, c'était 14 % en 2012.

Et la direction ne propose que 400 000 euros pour payer un tiers des heures supplémentaires qu'elle nous doit. Et elle n'a pas trouvé le moyen de faire un parking digne de ce nom au personnel du centre de gérontologie de Colbert, ouvert depuis plus d'un an !

La gestion de la santé publique n'a plus rien à envier à la gestion capitaliste. Supprimer des emplois pour faire plus de bénéfices, c'est devenu la règle.

Au Centre hospitalier de Nevers, la nouvelle direction qui se met en place prépare une nouvelle aggravation de cette politique.

Correspondant LO

Octeville-sur-Mer : Sidel veut licencier

La société Sidel, leader dans la production de lignes de conditionnement en plastique soufflé, autrement dit de bouteilles en plastique, se réorganise pour améliorer sa compétitivité. Sur le dos des travailleurs qu'elle exploite.

C'est ainsi que cette entreprise qui emploie plus de 5 000 personnes dans le monde entend supprimer 10 % de ses effectifs, et notamment 190 des

840 salariés de son usine d'Octeville, près du Havre. Lors du comité d'établissement du 4 septembre, la direction a annoncé sa volonté de procéder à des licenciements économiques.

Une décision scandaleuse de Sidel, qui fait partie du groupe suédois Tetra-Laval, géant mondial florissant de l'emballage. Non aux licenciements !

Correspondant LO

PSA-Rennes : les mauvais coups de la rentrée

Après trois semaines de congé, le retour à l'usine n'a pas été facile à PSA Rennes. Le passage en « normale » se traduit par des journées plus longues, des repas pris au lance-pierre, en une demi-heure si elle n'est pas rognée de dix minutes de production à rattraper... Tout cela avec, à terme, si la direction réussit à l'imposer, une diminution des revenus de 80 euros à cause de la perte progressive de la prime d'équipe.

De son côté la direction continue ses mauvais coups. Elle annonce de nombreux jours de chômage partiel, qui amputeront encore la paie, et elle réduit les effectifs en se débarrassant de secteurs d'activité par de la sous-traitance. Ainsi, depuis le début de l'année,

elle a déjà sous-traité les pompiers de l'usine et une petite partie de l'informatique. En juin, elle annonçait la mise en sous-traitance du service de l'expédition des véhicules, tout en se débarrassant de la cinquantaine de salariés qui font ce travail à Rennes. En

juillet, c'était l'annonce que le service qui conçoit et met au point des lignes de Ferrage où travaillent une soixantaine de salariés doit être transféré à Ségula d'ici la fin de l'année. Et fin août, la direction annonçait son intention de transférer en 2016 les opérations de préparation des tableaux de bord et autres pièces d'habillage des véhicules à Faurecia, supprimant au passage une cinquantaine de postes au Montage.

Par ces annonces, ce sont 200 postes qui sont supprimés des effectifs de l'usine, sans compter les dizaines de postes qui sont supprimés tous les mois en incitant les plus anciens à

partir dans le cadre d'un plan senior. À ce rythme, les effectifs de l'usine fondent comme neige au soleil.

Pourtant, pour montrer qu'ils font ce qu'ils peuvent pour assurer l'avenir de l'usine, les élus socialistes de la région Bretagne, du département d'Ille-et-Vilaine et de Rennes métropole ont annoncé à grand renfort de publicité que la Région allait acheter à PSA quelque 52 hectares, soit un cadeau pouvant aller jusqu'à 30 millions euros. Dans les faits, c'est le dirigeant de PSA Tavares qui est venu leur expliquer que s'ils souhaitaient que l'usine continue à tourner, il fallait qu'ils fassent

un effort en débarrassant PSA de quelques hectares dont l'entreprise n'a rien à faire.

Pour avoir l'air exigeants, les élus ont demandé à Tavares de s'engager sur l'avenir, en disant que, sinon, ils pourraient bien oser demander le remboursement d'une partie de la somme engagée dans l'achat des 52 hectares. Cela ne devrait pas trop troubler les patrons de PSA, car les élus ont toujours soutenu leur politique en en vantant les mérites pour faire face à la crise de l'industrie automobile.

Correspondant LO

PSA-Mulhouse : l'écran de fumée des créations d'emplois

À l'usine PSA de Mulhouse, la direction vient d'annoncer le démarrage d'une équipe de week-end à partir de janvier prochain.

Si le patron évoque des ventes de voitures qui seraient supérieures aux prévisions pour justifier cette équipe de production supplémentaire, la raison principale est ailleurs : en juin dernier, l'une des deux lignes de montage de l'usine a été complètement arrêtée, et la production des trois véhicules (Citroën C4 et DS4, Peugeot 2008) concentrée sur la ligne restante.

Alors, même avec des installations qui tournent 23 heures sur 24, il n'est pas possible de fabriquer autant de voitures avec une chaîne de montage en moins, et c'est pour cela que depuis plusieurs mois les travailleurs se voient imposer des heures supplémentaires, avec des semaines de six jours d'affilée au travail, de jour comme de nuit.

Et avec cette équipe où les ouvriers devraient travailler en 2x12 heures le samedi et le dimanche, l'objectif du patron est de saturer davantage encore l'unique ligne de montage. D'ailleurs, dès octobre, il a augmenté la production des équipes existantes de deux voitures par heure, soit 52 véhicules/heure.

Cette annonce a été

l'occasion d'une campagne médiatique pour vanter des embauches et 950 « créations de postes »... rien que ça ! Si des journalistes ont complaisamment relayé le message du patron, celui-ci n'a pas été reçu de la même manière dans les ateliers, et pour cause.

Car les prétendus embauchés seront en fait 750 intérimaires que la direction va prendre pour la durée de cette équipe de week-end, soit sept mois. Quant aux 200 autres, ce seront majoritairement des ouvriers professionnels et des agents de maîtrise qui viendront des équipes de doublage et de nuit.

La direction se félicite même qu'il existe, selon ses propres termes, un « *vier d'intérimaires* » dans lequel elle va pouvoir puiser : ce sont 300 ouvriers qu'elle a renvoyés de l'usine entre mai et juillet, au moment de l'arrêt d'une des deux lignes de montage, et qu'elle va rappeler pour qu'ils retournent au poste de travail occupé précédemment. Au passage, le DRH n'oublie pas de remercier le gouvernement qui, avec la loi Rebsamen, a considérablement réduit le « tiers

temps », délai légal qu'un employeur était censé respecter avant de rappeler un intérimaire venant de travailler un certain temps pour lui.

Des embauches donc, il n'y en a pas depuis plusieurs années à l'usine : les départs ne sont pas remplacés, et l'effectif ne cesse de baisser. Cela se ressent au niveau des conditions de travail, et encore plus depuis le passage en monoflux (une seule ligne de montage). Alors, si quelques ouvriers en CDI se posent la question d'aller travailler pendant quelques mois dans l'équipe de week-end, si PSA ne fait pas uniquement appel à des intérimaires, en dehors des ouvriers professionnels et de l'encadrement, beaucoup disent qu'ils ne s'imaginent pas travailler 12 heures d'affilée en ligne de montage, avec les cadences actuelles.

En définitive, cette annonce avait aussi pour but de faire passer au second plan la programmation d'heures supplémentaires (non payées) qui sont prévues pour le moment jusque fin octobre. Mais il n'est pas sûr que cela suffise, et il est à souhaiter en tout cas que le ras-le-bol, qui existe face aux semaines à rallonge imposées depuis des mois, s'exprime plus largement.

Correspondant LO

PSA-Poissy : réactions contre l'externalisation

En juin, la direction de PSA Peugeot-Citroën a annoncé son intention de vendre à Gefco le secteur des expéditions de véhicules neufs (EVN), qui représente, sur l'ensemble du groupe, 450 travailleurs chargés de sortir les véhicules neufs des chaînes de montage pour les conduire vers les camions ou les monter sur les trains d'expéditions.

La direction a annoncé que les travailleurs de ce secteur seraient « prêtés » à Gefco. Mais ce n'est un secret pour personne qu'elle se prépare à les transférer complètement. Les récents débrayages à Sochaux et à Poissy viennent de montrer que tous les salariés d'EVN ne sont pas prêts à se laisser faire.

Mardi 25 août, à Sochaux, 24 ouvriers sur les 28 de l'équipe d'après-midi, ont fait grève, mettant par écrit leurs revendications puis les signant tous. Vendredi 28 août, dans l'équipe du matin à Poissy, tous les ouvriers, une trentaine, ont fait grève. Ils se sont organisés eux-mêmes, se comptant, se donnant confiance.

Leur mouvement a fait retarder d'une semaine les entretiens individuels pour faire signer le prêt de ces travailleurs à Gefco. Entre-temps, la direction, qui disait ne pas vouloir modifier son avenant au contrat, l'a tout de même fait. Cependant, les garanties de ne pas être « vendu » dans un an n'y figurent toujours pas.

Depuis, la direction se livre à un véritable chantage à la signature : à ceux qui n'acceptent pas de signer leur mise à disposition, elle ne propose que des postes sur la chaîne de Montage, alors qu'un certain nombre d'entre eux sont des ouvriers ayant entre 50 et 60 ans. Une partie des salariés ont signé la rage au cœur, en étant conscients qu'il faudra se battre dans les mois qui viennent. Une autre partie n'est prête ni à signer, ni à prendre les postes en chaîne proposés par la direction.

En deux mois, tous les salariés du service ont compris qu'ils ne pouvaient accorder aucune confiance à la direction. Ceux qui viennent de l'usine d'Aulnay ont toujours en mémoire les mensonges de PSA à propos de la fermeture. Ce premier débrayage, les discussions, les rassemblements, sont des gages pour l'avenir. Car la lutte n'est pas finie, loin de là.

Correspondant LO

PSA Metz-Borny : le licenciement du médecin du travail refusé

Le 3 septembre, l'inspection du travail de Metz a refusé la demande de licenciement du médecin du travail de l'usine PSA, le Docteur Isabelle Kryvenac. La bataille dure depuis plusieurs mois contre la direction qui veut s'en débarrasser parce que ce médecin refuse d'appliquer la politique de PSA en matière de santé au travail.

En effet, elle refuse toute ingérence du DRH et tient à faire son travail en toute indépendance. La direction

lui demandait, par exemple, de ne pas trop donner de restrictions médicales mais de prescrire plutôt des incapacités physiques au poste, ce qui facilite les licenciements. Elle lui recommandait aussi de ne pas donner toutes les informations en sa possession aux syndicats par l'intermédiaire des Comités d'Hygiène et de Sécurité (CHSCT).

Face au refus du médecin, la direction n'a pas hésité à tenter de s'en débarrasser. Immédiatement,

une pétition a circulé dans l'usine rassemblant près de 750 signatures sur un effectif global de 1500 travailleurs.

Après le refus de ce licenciement par le Comité d'établissement, la direction a saisi l'inspection du travail. Mais celle-ci, après avoir auditionné tous les membres de la direction et tout le personnel médical, a donné raison sur toute la ligne au Docteur Kryvenac en refusant son licenciement. Elle ne fait que

reprendre la législation qui impose à l'employeur de respecter l'indépendance des médecins du travail.

C'est une nouvelle claque pour la direction. Il lui reste la possibilité de faire appel de cette décision au ministère du Travail. Si une nouvelle manche a été gagnée, il faudra que les travailleurs trouvent la force de se mobiliser pour faire comprendre au ministère qu'ils tiennent à ce que le Docteur Kryvenac reste leur médecin du travail et

pour imposer à PSA de respecter l'indépendance de la médecine du travail.

Correspondant LO

La CGT de PSA a lancé une pétition en ligne et a rassemblé plus d'une quarantaine de personnalités (scientifiques, politiques, médicales...), dont Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud, appelant à soutenir le Docteur Kryvenac.

Renault Douai : production en hausse, personnel en baisse

Le nouveau véhicule Espace produit à Renault Douai se vendrait bien. Le Scenic, produit là aussi, se vend toujours. Et la remplaçante de la Laguna arrive sur chaîne. Renault mais aussi des journalistes et des syndicalistes disaient que tout cela serait « *bon pour l'emploi* ». Mais c'est le contraire.

En 1980, il y avait 8000 travailleurs dans l'usine. Aujourd'hui, après des années de suppressions d'emplois négociées

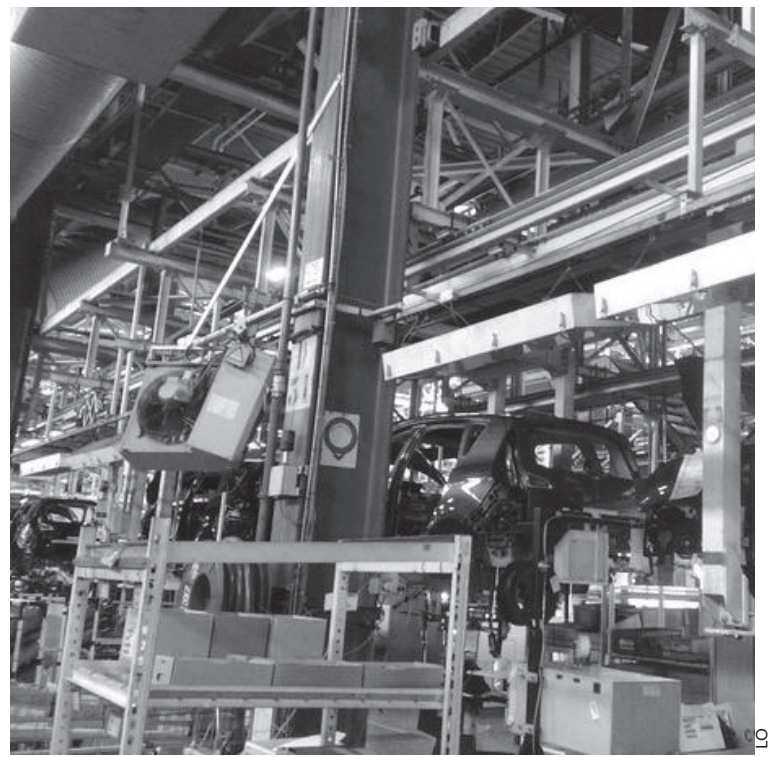
ou forcées, il ne reste que 3720 travailleurs à l'effectif, mais dont 540 sont en dispense d'activité et 230 sont détachés dans d'autres sites du groupe. Il y a aussi 547 intérimaires. Les voitures ne sortiraient pas sans eux, mais Renault refuse de les embaucher. Pour produire plus, il y a moins de travailleurs!

Le directeur de l'usine veut encore plus de voitures. La cadence passera de 45 véhicules par heure à 47 à partir de mi-octobre...

sans personnel supplémentaire. Il a juste évoqué la possibilité d'avoir quelques renforts par-ci, par-là. Mais ces renforts dans le passé n'ont jamais duré.

Renault ne cherche même pas à faire semblant, sa volonté est affirmée : pour faire encore plus de profits, il faut plus d'exploitation. Mais il y a une limite à la volonté du patron, c'est la résistance des travailleurs. Et Renault pourrait s'en rendre compte bientôt.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Réchauffement climatique : le bal des hypocrites

La COP21, la prochaine conférence mondiale sur le réchauffement climatique, prévue à Paris en décembre, devrait théoriquement déboucher sur un nouvel accord pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Destiné à prendre la suite du protocole de Kyoto adopté en 1997, cet accord international fixera de nouveaux objectifs, de nouvelles enveloppes budgétaires... et sera probablement aussi inefficace que le précédent ! Car ce sont les signataires eux-mêmes qui, pour ne pas fâcher les capitalistes les plus pollueurs, introduisent dans les protocoles divers biais permettant de les contourner et de continuer à polluer en toute impunité.

Les chercheurs du Stockholm Environment Institute, un institut de recherche indépendant, ont analysé l'un de ces mécanismes de contournement, appelé « Mise en œuvre conjointe ». Ce mécanisme permet à un pays d'Europe de l'Ouest d'aider à financer un projet permettant la réduction des gaz à effet de serre dans un pays d'Europe de l'Est ou en Russie. Il s'agit par exemple de financer le captage et l'incinération de gaz industriels à fort pouvoir réchauffant, l'aménagement d'installations minières moins polluantes, ou bien encore la construction d'une centrale électrique bénéficiant des dernières découvertes technologiques.

La réduction des gaz à effet de serre théoriquement générée par chaque projet est comptabilisée au bénéfice du pays d'Europe

de l'Ouest qui a financé le projet. Il peut ainsi se conformer à ses obligations de réduction des émissions

à moindre frais – car en investissant dans des pays où la main-d'œuvre est bien moins chère – et sans

Déforestation : l'irresponsabilité du système

Deux études, rendues publiques début septembre, montrent que la déforestation de la planète continue. Les principales pertes se produisent dans les régions tropicales. En plus des grandes zones connues de déforestation comme le Brésil et l'Indonésie, le bassin du Mékong (Cambodge), l'Afrique de l'Ouest (Sierra Leone, Libéria), Madagascar et la forêt du grand Chaco (Paraguay) sont maintenant touchés.

Dans toutes ces régions, on retrouve l'action de groupes capitalistes. Au Cambodge, des groupes chinois, mais aussi Michelin, qui a quatre usines de pneus en Chine, poussent

au défrichage pour satisfaire leurs besoins grandissants de caoutchouc. À Madagascar, les activités minières destructrices de groupes internationaux comme Rio Tinto s'ajoutent à la convoitise pour les bois précieux. La forêt du grand Chaco au Paraguay est, elle,

contraindre ses propres industriels à investir pour moins polluer.

Les chercheurs du Stockholm Environment Institute ont recensé 604 projets financés par ce mécanisme et en ont étudié de plus près 60, sélectionnés au hasard. Ils en ont conclu que la grande majorité de ces projets ne présentent pas d'efficacité climatique réelle ou démontrée. En extrapolant à tout le mécanisme de

mise en œuvre conjointe, ils estiment qu'il « pourrait avoir permis aux émissions mondiales de gaz à effet de serre d'être supérieures de 600 millions de tonnes de dioxyde de carbone, par rapport à ce qu'elles auraient été si chaque pays avait dû faire baisser ses émissions sur son propre territoire »... Un comble pour un protocole destiné à limiter cette pollution !

Valérie Fontaine

mise à mal pour la culture du soja et l'élevage intensif développés par des groupes brésiliens ou argentins.

Le directeur du World Resources Institute, qui rassemble une centaine de scientifiques et d'experts américains, suggère « pour ralentir cette perte de forêts,

[d']améliorer la gouvernance forestière... planifier de façon plus équilibrée l'utilisation des terres et les demandes des grands importateurs ». Un vœu pieux dans un système dominé par la recherche du profit le plus immédiat.

Antoine Ferrer



En Indonésie, 80% des émissions de carbone sont liées à la déforestation massive.

Mediator : le combat contre Servier continue

Si Jacques Servier n'est plus, le laboratoire qu'il a créé et qui porte son nom poursuit la même politique : engranger toujours plus en dépensant le moins possible. Les victimes du Mediator le paient cher.

En 1976 quand ce médicament a été mis sur le marché, on ne connaissait pas ses effets nocifs mais le laboratoire Servier savait que c'était une amphétamine. Pourtant quand, en 1997, tous les médicaments de cette classe chimique ont été retirés du marché à cause de leur toxicité cardiaque, le laboratoire a tout fait pour masquer la

véritable nature du Mediator. Il a donc continué à être produit, vendu et même remboursé à 65 % par la Sécurité sociale jusqu'en novembre 2009. Pendant douze années supplémentaires, il a donc continué à empoisonner et à tuer.

Au total, deux millions de personnes ont pris du Mediator. Des milliers d'entre elles ont souffert

ou souffrent encore de maladies cardiaques graves et les experts estiment qu'entre 1 300 et 1 800 d'entre elles en sont mortes. Et ce n'est pas fini.

En septembre 2011, quand l'État a mis en place un système d'indemnisation des victimes par l'Oniam (office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux) en attente du procès contre Servier, le laboratoire a sorti son artillerie pour contester les dossiers, diminuer le montant des indemnisations, les retarder. Depuis 2014, depuis

qu'il est mis en examen pour « tromperie aggravée avec mise en danger de l'homme », « escroquerie », « homicides et blessures involontaires », « trafic d'influence et prise illégale d'intérêts », les cabinets d'avocats à sa solde n'ont cessé d'utiliser tous les rouages de la machine judiciaire pour retarder le procès, et surtout l'indemnisation des victimes.

Irène Frachon, la pneumologue de l'hôpital de Brest, dont le combat fut décisif dans l'interdiction du Mediator en 2009, s'insurge contre les recours

incessants des avocats de Servier qui repoussent le procès en 2018. Criant sa colère devant les victimes qui attendent et le désespoir de certaines dont l'état de santé ne cesse de se dégrader, elle vient de lancer un manifeste. Elle dénonce le comportement inacceptable de Servier, en appelle aux médecins et à leurs instances pour qu'ils reconsidèrent les liens les unissant audit laboratoire. Entre la défense de la santé et un partenariat intéressé avec Servier, il faut choisir.

Sophie Gargan

Prisons : des conditions de détention inhumaines

En juin, des mouvements de révolte ont éclaté dans deux prisons d'outre-mer : à Faa'a Nuutania (Polynésie), la plus surpeuplée des prisons françaises, avec 402 % de taux d'occupation ; et à Remire-Joly (Guyane). Les détenus ont alerté des associations – dont l'Observatoire international des prisons (OIP) – sur leurs conditions de détention.

Dans une lettre rédigée collectivement, les détenus de Remire-Joly dénoncent le manque de nourriture, de travail et d'activités, l'insalubrité des cellules infestées de rats et de

cafards, l'absence de produits d'hygiène corporelle, mais aussi les humiliations infligées par les surveillants, qui provoquent volontairement des bagarres entre détenus, abusent des

fouilles corporelles, ou font des avances grossières aux femmes des détenus lors des visites au parloir. « Nous ne sommes pas des bêtes, nous sommes des êtres humains », conclut leur lettre.

Ce n'est pas la première fois que des détenus de prisons françaises alertent l'OIP. En octobre dernier, des détenues du quartier disciplinaire de la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis, la plus grande prison de France, ont dénoncé le manque de

lumière et d'aération, l'absence de mobilier et la saleté des sanitaires dans leurs cellules de 7,59 m². Et début juillet, lors de la visite d'un député dans le quartier des mineurs de Fleury-Mérogis, des journalistes ont décrit la surpopulation, la vétusté et l'insalubrité des cellules, mais surtout la détresse des mineurs, seuls et désœuvrés dans leur cellule surchauffée l'été et glaciale l'hiver, les gonds défoncés des portes des cellules témoignant de

la force des coups portés de l'intérieur, ainsi que les hurlements fréquents des adolescents.

Dans d'autres prisons de métropole, Metz, Nîmes, Tarascon, Bourg-en-Bresse, l'OIP constate les mêmes infractions au règlement pénitentiaire, ainsi que des défauts d'accès aux soins médicaux et dentaires.

En fait de justice, ce système pénitentiaire ne laisse pas de place à la dignité humaine.

Julie Lemée